

Revue de Presse hebdomadaire

n°14

Actualités du 23 au 29 juillet 2012



Sommaire

SOLIDARITE dans la presse	3
L'après-développement	5
La souveraineté alimentaire	10
Les politiques agricoles et la PAC	18
L'accès à la terre en Inde.....	28
Education et sensibilisation	34

SOLIDARITE dans la presse

"THE SCHOOL PROJECT OF WBVHA"

Juillet 2012

Source: wbvha.org

THE SCHOOL PROJECT OF WBVHA



Formal Education to Disadvantaged Children in Lalgola

Opening an English Medium Co-educational Primary School in Lalgola, Murshidabad district was the latest initiative of WBVHA in 2011 which began with 35 students and 9 teaching and non-teaching staff accompanied by hosts of several other 'educational support to disadvantaged children' activities including running of a crèche, vocational school, books support with school syllable and tutorial home all of these are operational under the banner of Synergy that forges

towards comprehensive development of an area with its human resources deprived from enjoying social and public benefits. Severe lacking in application of knowledge in English both writing and speaking has been a phenomenal incidence in the life of rural youth and adult society which continues from the time immemorial. Yet potentials of prominence are immense but subdued with personal debility and lack of opportunity. Having seen the lacunae, the organization fulfilled its dreams to begin a new era in educational field with a sublime vision of offering education to the children coming from different strata and to enable them compete in hard tussled arena. The new session of 2012-13 will open up a new horizon with more targeted number of students, digital teaching etc. There are 11 sponsored students getting benefit of free tuition, books, uniforms, free tuition fees, food, health check up.



In Crèche there are 26 kids of 2-5 years given with food, care, cloths, medical check up which is

manned by two Caregivers one of whom has offered the big hut room for use as crèche. Book bank is filled with unused old books donated by local people. The Synergy Vocational School started with tailoring unit engaged in making school uniforms thus a saving is set aside to meet operational cost. 7 adolescents is getting tailoring training one of whom has learnt well and bought sewing machine at home to meet local needs as well as plan to save money for self and for family. A 20 members team from Cambodia and Vietnam visited WBVHA in Lalgola including in Crèche and all other activities.



Our Projects

[AIDS Control Program](#)

[THE SCHOOL PROJECT OF WBVHA](#)

[Arsenic Mitigation Project](#)

[ASHA](#)

[Corporate Health](#)

[Disaster Preparedness Response](#)

[DRUG DE-ADDICTION /CONTROL PROGRAM-SEBAYAN](#)

[Elderly Care](#)

[Health Education & Communication](#)

[HIV/AIDS PREVENTION AMONG THE INJECTING DRUG USER AT CHANGRBANDHA AND ADJECENT AREAS OF COOCHBEHAR AND JALPAIGURI DISTRICTS](#)

[HOME BASED CARE FOR PLWHA OF SILIGURI & DARJEELING](#)

[School Toilet](#)

[INTEGRATED COUNSELING TESTING CENTRE](#)

[Mother & Child Health Education](#)

[SOUTH 24 PARGANAS HEALTH FORUM](#)

[Other](#)

[Plantation of Medicinal Tree](#)

[BASIC HEALTH CARE & SUPPORT](#)

[Reproductive Child Health Program](#)

[KOLKATA BOOK FAIR](#)

[STD/HIV/AIDS TARGETTED INTERVENTION PROGRAMME AMONG THE FLYING SEX WORKERS](#)

L'après-développement

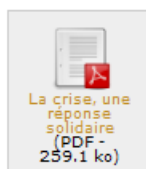
« La Crise, une réponse solidaire »

25 juillet 2012

Source : fonda.asso.fr



Publié par L'équipe
Fonda le 25 juillet
2012



La Crise, une réponse solidaire

par Jean-Baptiste de Foucauld, paru dans La tribune fonda n° 195, La crise, février 2009

(pour imprimer cet article télécharger le document ci-contre)

L'existence des déséquilibres de notre société et du monde n'est pas une nouveauté. Mais on prend conscience à l'occasion de cette crise de leur ampleur. Le basculement vient de la finance, alors qu'on aurait plutôt pensé qu'il serait exprimé dans une forte violence sociale. Nous pouvons d'ailleurs nous interroger sur les raisons qui font qu'actuellement elle n'est pas plus importante. La crise est d'abord financière car nous avons voulu faire du « social » par ce biais. C'est la faiblesse du système redistributif américain qui a conduit à la création de ces fameux produits financiers qui se sont retournés contre tout le monde.

Sur la question environnementale, des permis d'émissions alloués en fonction de la population conduiront certains à être en excédent et d'autres en déficit favorisant une redistribution au plan international. Jean-Baptiste de Foucauld évoque aussi l'idée d'instituer un « droit au réseau », qui est devenu un élément majeur de la vie moderne, par un prélèvement sur le revenu.

La mise en œuvre de ces transformations nécessaires est complexe, car elle implique des qualités morales de leadership très importantes. Face à la crise, nous avons trois réponses possibles :

- une réponse individualiste qui passe par un réaménagement de la société pour que les agencements individuels redonnent une productivité collective ;
- une réponse autoritaire, qui bien que non encore esquissée, peut venir rapidement ;
- et enfin une réponse solidaire.

Aujourd'hui, nous recherchons une réponse régulationniste, qui fait l'économie des enjeux abordés lors du conseil d'administration, qui ne donne pas sens à l'action individuelle et collective. Il nous faut aussi prendre en considération les nouvelles formes de violence qui pourraient émerger. La lecture du livre du comité invisible, le groupe de jeunes militants soupçonnés d'avoir effectué les sabotages envers la SnCF, est intéressante de ce point de vue. Si toute société a besoin de l'expression d'une radicalité, il semble bien que nous sommes là face à quelque chose de nouveau. Ils affirment leur volonté de s'organiser et la fin de la représentation politique. Le divorce semble devenu total entre la politique et le politique, laissant apparaître une société de non retour.

La réponse est donc nécessairement solidaire, ce qui implique une prise de parole du mouvement associatif pour peu qu'il dépasse son individualisme. Il faut aussi trouver des convergences avec l'économie sociale et solidaire.

Il faut donc essayer de porter ces trois idées de sobriété, de créativité et de solidarité, revendiquer davantage de redistribution et travailler pour remettre en cause notre individualisme, sans toutefois tomber dans l'autoritarisme. Alors que les banquiers refusent d'abandonner leur bonus et d'ainsi préserver l'emploi, alors que les partis politiques restent focalisés sur le pouvoir d'achat, une responsabilité nouvelle pèse sur les associations. De nouvelles formes de mobilisation sociale doivent émerger pour nous permettre de passer d'un monde de la quantité à celui de la qualité.

(Synthèse d'une intervention orale réalisée par la Fonda.)

RUBRIQUES

● Base documentaire

Centre de documentation

Données générales

Engagement et bénévolat

Associations et pouvoirs (...)

Economie sociale et solidaire

Finances et gouvernance (...)

Associations et enjeux (...)

Europe

● Cycles de conférences

Cycle de conférences de la (...)

● Chantiers archivés

Axe 1 : Construction du (...)

Axe 2 : Contribution économique

Axe 3 : Acteurs publics

● Associations et entreprises

● La tribune Fonda

● Liens utiles

● Renforcer la démocratie

● "Ancrer la démocratie (...)

● Colloque débats locaux

« Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire aux Lacs de l'Essonne, l'agglomération s'engage »

17 février 2012

Source : ressources-solidaires.org

Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire aux Lacs de l'Essonne, l'agglomération s'engage

Mots clés : [Cécile Garret](#) [Emploi / Insertion prof. / Entrep. social / RH](#) [Essonne \(91\)](#) [Les Lacs de l'Essonne](#) [Promotion / Représentation de l'ESS / Bénévolat](#) [Région Ile de France](#)

mardi 17 juillet 2012 , par Clémentine Trécan (Ressources Solidaires)



Creuset de valeurs démocratiques, distincte de l'entrepreneuriat traditionnel, l'ESS figure spécifiquement parmi les politiques publiques de la communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne. "L'autre économie" est clairement identifiée comme un tiers secteur déterminant, pour booster la création d'activités et d'emplois durables. Une priorité première est affirmée : la reprise et la transformation d'entreprises. Parmi les outils de promotion de l'ESS, un socle d'actions vise en outre à soutenir, structurer, rendre palpable et opératoire le développement local de l'ESS.

Ressources Solidaires et Les Lacs de l'Essonne s'associent pour valoriser l'ESS, amplifier son développement local, son potentiel d'innovation sociale et d'emplois. Ressources Solidaires accompagne la volonté des Lacs de l'Essonne, de promouvoir et soutenir cette autre économie, en apportant son expertise sur les domaines de l'emploi et des réseaux de l'ESS, en participant, notamment, au Forum de la réussite citoyenne, au Mois de l'économie sociale et en animant une page internet dédiée au territoire.

"Nous avons pour objectif commun, le renforcement des actions de sensibilisation, la diffusion d'informations et d'offres d'emplois dans le champ de l'ESS" explique Cécile Garret, chef de projet ESS des Lacs de l'Essonne.

« Parce que Ressources Solidaires est immergée quotidiennement dans les réseaux et les problématiques d'emploi, elle saura apporter son regard expert sur l'emploi dans l'ESS. » souligne Guillaume Chocteau, délégué général de l'association.

Vous pouvez retrouver et faire remonter l'information de l'ESS des Lacs de l'Essonne sur la [page des Lacs de l'Essonne](#).

L'économie Sociale et Solidaire regroupe l'ensemble des associations, des coopératives, des mutuelles et des fondations, fonctionnant sur les principes d'égalité des personnes (1 personne 1 voix), de solidarité entre les membres et d'indépendance économique. Les chiffres clefs en Île-de-France : 25 690 entreprises (6,7 % des entreprises régionales), 31 620 établissements employeurs (7,1 % des établissements employeurs régionaux), 380 395 salariés (7 % des salariés de la région) pour 320 636 ETP (Source : Insee, CLAP 2009 / Traitement : [Observatoire régional de l'ESS IDF](#))

« Dans les temps de crise, on est amenés à inventer de nouvelles solutions »

29 juillet 2012

Source : terraeco.net

29-06-2012
Mots clés
Consommation
France
Monde
Interview

« Dans les temps de crise, on est amenés à inventer de nouvelles solutions »

+A- Taille texte Imprimer Envoyer Réagir (3)



(Crédit photo : Frédéric Stucin pour « terra eco »)

Interview - Lancer des « contributions-temps » sur le modèle des travaux d'intérêt général, rompre le cercle vicieux de la croissance soutenue par la dette, miser sur la transition écologique et la redynamisation des territoires... Face à la crise, voilà quelques-unes des idées enthousiastes du philosophe Patrick Viveret. Entretien.

Le Baromètre de cet article

ÉCOLOGIE SOCIÉTÉ ÉCONOMIE

SUR LE MÊME SUJET

« Dans les temps de crise, on est amenés à inventer de (...) »

Je vis à côté d'une raffinerie

Au Royaume-Uni, l'immigration comme solution à la crise (...)

En Inde, les bons principes de Michelin se dégonflent

 Article publié dans le N° 38 - juillet août 2012 Vivre autrement

Covoiturage, troc, bricolage... Ces innovations sont positives pour la société mais pas pour le produit intérieur brut français. Comment sortir de ce paradoxe ?

Cela confirme que notre société n'est pas capable de mesurer et percevoir ses vraies richesses. L'outil actuel de mesure de la richesse, le produit intérieur brut (PIB), a deux inconvénients. D'une part, il prend en compte des flux monétaires et financiers qui sont des nuisances et, d'autre part, il ne tient pas compte des vraies richesses. Ainsi, le covoiturage ou la prévention sanitaire réduisent le PIB. Alors qu'une intervention chirurgicale lourde ou des achats massifs de véhicules neufs vont le faire augmenter. Il faut changer cet outil de mesure – qui nous emmène dans la mauvaise direction – et mener un vaste audit des richesses réelles.

Comment conduire un tel audit ?

Il faut revenir au sens premier du mot bénéfice, qui veut dire bienfait, avant de vouloir dire profit. Plus concrètement, on doit commencer par exploiter un certain nombre de données déjà existantes. Je pense par exemple aux indicateurs de santé sociale, aux bilans carbone, à l'outil d'empreinte écologique, à celui de « budget-temps » édité par l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) ou encore aux différentes enquêtes de santé... En ayant de meilleures informations sur

8

"La coopérative, un modèle viable"

Juillet 2012

Source : L'écologiste

Dossier

La coopérative, un modèle viable

Les Nations-Unies ont déclaré 2012 « Année internationale des coopératives ». Elles remontent à 1844, année où les tisserands de la petite ville de Rochdale en Angleterre ouvrirent le premier magasin coopératif. Depuis, ce mouvement s'est étendu dans le monde entier, basé sur la solidarité et non sur la compétition. **Robin Murray**

Le nombre d'événements climatiques extrêmes a triplé depuis 1980. On peut faire un parallèle avec ce qui arrive à nos sociétés. Tout comme les tornades, les inondations et les orages balaient tout sur leur passage, maisons, routes, villes, ces trente dernières années ont été le témoin de l'érosion des piliers qui assuraient à la société du début du XXe siècle une certaine stabilité.

Du solide au liquide

Il n'est pas simplement question des attaques sur l'Etat providence et la solidarité sociale. Mais de l'affaiblissement de ce qui forgeait les valeurs et fournissait des repères pour les relations sociales. Elles sont aujourd'hui moins stables, incertaines, et éclatées. Le sociologue polonais Zygmunt Bauman décrivait ce phénomène comme la mutation de la modernité « solide » à la modernité « liquide ».

Au cœur de cette mutation se trouve une économie toujours plus rapide et plus liquide. Les flux d'argent se communiquent aujourd'hui d'un bout à l'autre du globe en quelques millisecondes. Les cycles des modes sont plus courts. La montée et la chute des entreprises est plus rapide, leur localisation plus fluide. Sur le marché du

travail, le temps partiel, les contrats de courte durée, les intérimaires, sont des formes de travail d'un nouveau précarité instable. Aujourd'hui, 300 000 passagers se trouvent au bord d'un avion au-dessus des Etats-Unis à tout moment. Le nombre mondial de passagers annuels a atteint le milliard.

Cette liquidité mondiale a été dénommée par Karl Polanyi « l'utopie de marché », un mode de pensée qui sépare la société et l'économie. Cette idéologie est devenue mondiale. Les idées de libre-échange faisant

Il s'est développé dans les années 1840 pour contrer les idées d'utopie mercantile. C'est un mouvement fondé par ceux que le marché avait déjà mis de côté. Le mouvement coopératif « Equitables pionniers » de la ville britannique de Rochdale par exemple a rejeté le capitalisme et a ouvert son premier magasin en 1844. Dans l'esprit de ces fondateurs, la coopérative agirait dans l'intérêt de chacun de ses membres.

Les principes et structures mis au point par les tisserands de Rochdale inspirèrent le mouvement coopératif au XIXe siècle. Il valorise ce que le capitalisme a mis de côté : un engagement pour les lieux de vie et les communautés, le désir d'un travail autonome et ayant du sens, le ré-enchâssement de l'économie dans les valeurs sociales et environnementales.

Dans le monde actuel, ces coopératives sont des microcosmes d'une économie plus stable et résiliente. Les magasins coopératifs par exemple n'investissent pas leurs bénéfices en s'étendant sur le territoire couvert par une autre coopérative mais en proposant des services plus variés à ses membres.

J'ai accompagné récemment un groupe de coopérateurs de Corée pour visiter la coopérative de Midcounties qui va d'Oxford à Swindon, en passant par Gloucester et Worcester. Nous nous sommes arrêtés au magasin de Chipping Norton fondé en 1869 par des tisserands et qui est toujours le plus grand magasin d'alimentation de la ville. En dépit du succès de ses débuts, il est toujours resté local. Les travailleurs ont ouvert une boulangerie et d'autres commerces locaux dont un magasin de tissus d'ameublement. Ils ont acheté des fermes pour cultiver leur nourriture et ont construit des rues entières de maisons bon marché pour y loger leurs membres.



*Les coopératives
sont des
microcosmes d'une
économie plus
stable et résiliente*

La souveraineté alimentaire

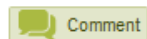
« Africa: The Media and Food Prices - New Tool to Reduce Gaps in Information On Global Commodity Prices”

23 juillet 2012

Source: allafrica.com

Africa: The Media and Food Prices - New Tool to Reduce Gaps in Information On Global Commodity Prices

23 JULY 2012



PRESS RELEASE

July 23, 2012 — Short- and long-term factors—such as climate change, the growth of commodities futures markets, and changing levels of grain stocks—contribute to rising food prices. A new tool by the International Food Policy Research Institute (IFPRI) developed in collaboration with Sophic Systems Alliance Inc.® (Sophic Intelligence TM), analyzes daily media coverage to examine the extent to which current expectations regarding food prices, agricultural markets, and food stocks may also impact food prices and increase price volatility.

The Food Security Media Analysis System is a tool that scans international media outlets to identify the factors and events that the media consider to have an impact on food prices. These results can then be compared to other variables, such as global agricultural production and food stocks, to determine if media coverage is consistent with these other variables or if it is in fact contributing to an information gap.

The tool is based on the premise that a major factor contributing to food-price spikes may be a global lack of information or a prevalence of misinformation regarding global agricultural markets and food stocks. The lack of factual information regarding global production and stocks can lead governments across the globe to engage in panic buying that serves to further drive up prices.

This phenomenon occurred during the Russian wildfires of 2010, when the country banned the export of wheat to prevent a domestic shortage. Despite the fact that global stocks at that time could support reduced exports from Russia, futures returns for wheat showed several days of price volatility. It seems clear that the information provided by the media, and thus the expectations set regarding current food-security scenarios, can play a role in rising food prices and price volatility.

The tool utilizes Sophic Intelligence to generate daily Wiki reports and heatmaps that track terms and phrases found in global food- and commodity-related news articles that may influence global commodity price volatility and food security. The heatmaps show the relationships between events that affect food and commodity prices in countries around the world.

"The Food Security Media Analysis System provides valuable daily intelligence that will allow us to more accurately measure market expectations as well as the influence of press articles on current commodity price fluctuations," said Maximo Torero, IFPRI's Markets, Trade, and Institutions Division Director. "It can assist with analyzing the cause and effect of commodity-related articles in the global press."

To access the Food Security Media Analysis System, visit: <http://www.foodsecurityportal.org/policy-analysis-tools/food-security-media-analysis-foma>

"African Countries Need More Food-Security Policies"

24 juillet 2012

Source: allafrica.com

African Countries Need More Food-Security Policies, UNDP Says

BY KATHRYN MCCONNELL, 24 JULY 2012

 Comment

 Recommender 1

 Tweet 8

 +1 0

DOCUMENT

Washington — Sub-Saharan Africa can free itself from pervasive food insecurity and reliance on food aid if it adopts new policies, according to a report from the United Nations Development Programme.

While the region has experienced widespread economic growth in recent years, many of the gains have not led to improved food security, UNDP said in its first African Human Development Report: Toward a Food Secure Future. It said new policies are needed to help smallholder farmers produce more food, improve the nutrition of the food, increase capacity to cope with shocks of weather changes and conflict, and expand empowerment of women and rural poor.

The report was discussed July 20 at a meeting of food aid officials and aid workers at the Brookings Institution, a Washington-based think tank.

Senior Brookings fellow Mwangi Kimenyi said the problem of sub-Saharan Africa's food insecurity is exacerbated by major challenges posed by the international food system. He said that although food prices have been stable since the price spikes of 2007 and 2008, prices could increase again as the result of drought during 2012 in major food-growing areas of the United States. In addition, sub-Saharan Africa's population is growing (it is expected to double by 2015), demand by consumers in emerging economies for meat is growing, and there is increased use of crops to make biofuel, he said.

The report says there also are positive factors in the region that could benefit its food security. "Sub-Saharan Africa has the knowledge, the technology and the means to end hunger. But still missing have been the political will and dedication," the report says.

The report states that irrigation and providing farmers with better market access are long-term challenges for sub-Saharan Africa. "When farmers can transport their surpluses quickly and cheaply to points of sale or storage, they have incentives to increase production," it says.

At the meeting, Beth Dunford, who works on the Feed the Future initiative at the U.S. Agency for International Development (USAID), said policy changes must be accompanied by more private-sector investment. "Public-sector investment is not enough," she said.

She touted the U.S. initiative announced at a meeting of the Chicago Council on Foreign Affairs in May, just before a meeting in Maryland of the heads of the G8 group of advanced economies. The New Alliance for Food Security and Nutrition is a \$3 billion commitment by the G8 plus 21 African and 27 multinational companies to lift 50 million people in Africa out of poverty by 2022. New agricultural investments resulting from the agreement will span all areas of agriculture, including irrigation, crop protection, financing and infrastructure.

"Africa's economic growth, with agriculture as a strong driver, is creating substantial new business opportunities and the rate of return on foreign investment in Africa is higher than in any other developing region," USAID said in a May 18 fact sheet.

"The private sector can increase food availability by not only increasing investment in production but also by linking smallholder farmers to broader markets and creating incentives for innovation that improve productivity," it said.

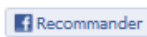
"Africa: Rio Summit Keeps African Hopes Alive"

juillet 2012

Source: allafrica.com

Africa: Rio Summit Keeps African Hopes Alive

BY KINGSLEY IGHOBOR, 1 AUGUST 2012



African expectations were high for the United Nations Conference on Sustainable Development, the biggest UN summit ever. The conference, held in Rio de Janeiro, Brazil, in June, was "too important to fail," said UN Secretary-General Ban Ki-moon at the outset.

Under the theme of "The Future We Want," many of the 100 heads of state and more than 40,000 participants demanded ambitious and measurable outcomes to address sustainability issues such as the "green economy," climate change and so on. Yet when it was over, the "Rio+20" summit, as it was commonly called, left a heated debate over whether those goals had been met.

For African delegates, the general view was that while the continent did not come away with a basketful of goodies, it also did not leave with empty hands. Izabella Teixeira, Brazil's environment minister, noted that not everyone was going to be happy with the result. Negotiating with 193 nations to agree on consensus outcomes would inevitably be a grinding task, she said. Some arguments will prevail, some will not.

Africa's preparations for Rio+20 began with a meeting of its environment ministers in Ethiopia in October 2011. There they hammered out a detailed consensus statement that was later adopted by the African Union. Africa anchored its case on two broad principles: that the continent is making serious efforts towards sustainable development and that the world should recognize and support those efforts.

African position

The 14-page statement presented many positions, including a call for a stronger, independent and well financed UN Environment Programme (UNEP), which is based in Nairobi, Kenya. UNEP should have "secure, stable, additional and predictable financing to fulfil its mandate," argued the African statement. Even though the Rio outcome document gave few specifics on strengthening UNEP, delegates nevertheless agreed that the programme needs bolstering.

Africa also asked developed countries to allocate 0.7 per cent of their gross national product (GNP) as aid to developing countries and canvassed for "equitable, durable and development-oriented solutions to debt problems."

At the summit, the coordinator of African negotiators, Macharia Kamau of Kenya, said that "the ability of African countries to implement agreements on sustainable development is only possible if they are empowered with the resources and means to undertake development that will protect biodiversity and not lead to climate change." There was no concrete commitment on this, although further talks are planned in the future.

Refocused attention

South African President Jacob Zuma, who was very active in Rio, said that the "outcomes have refocused the attention of the world leaders to the daunting challenges of addressing global poverty, inequality and the deteriorating state of the environment."

Sunita Narain, an Indian environmentalist, went as far as to call the Rio outcome document a "victory for the developing world ... because it reiterates the principle of common but differentiated responsibilities and respective capabilities." That terminology relates to a shared vision for combating climate change based upon each country's social and economic capacities.

Ms. Narain also noted that the summit "did not dismantle the framework of justice and equity in global negotiations." She thus alluded to the successful effort by developing countries, especially India, China

« Déclaration de Bukit Tinggi sur la Réforme agraire au 21^{ème} siècle »

25 juillet 2012

Source : viacampesina.org

Déclaration de Bukit Tinggi sur la Réforme agraire au 21^{ème} siècle



WEDNESDAY, 25 JULY 2012 19:49

SHARE



Déclaration de Bukit Tinggi

Réforme agraire, défense de la terre et des territoires au 21^e siècle

14 juillet 2012

Du 10 au 15 juillet, nous nous réunissons ici a Bukit Tinggi, dans le Sumatra Occidental, en Indonésie, pour l'atelier et le séminaire international sur "La réforme agraire, la défense de la terre et des territoires au 21^e siècle : défi et avenir," organisé par La Via Campesina et la Campagne globale pour la réforme agraire, dans un contexte international d'Etat d'urgence causé par les multiples crises de l'alimentation, du climat, de la finance, de la pauvreté et du chômage. Nous évaluons nos stratégies et les leçons tirées d'au moins deux décennies de lutte pour la réforme agraire, la défense de la terre et des territoires de nos peuples.

Le dernier flot d'accaparements de terre partout dans le monde rend notre analyse encore plus urgente. Comme le signalent l'Appel de Dakar et la Déclaration de Nyéléni contre l'accaparement de terre, ce phénomène international est promu par les élites de concert avec des investisseurs locaux, nationaux et internationaux, et les gouvernements, dans le but de contrôler les ressources les plus précieuses.

Depuis la fondation de La Via Campesina et le lancement de la Campagne globale pour la réforme agraire nous avons connu de nombreux succès d'importance et le monde a aussi connu de grands changements. Parmi ceux-ci soulignons la transnationalisation des capitaux de financement et la marchandisation de la nature qui en découle. Ceci a déclenché un immense flux de capitaux vers les industries d'extraction, l'agriculture industrielle, la pêche, les agrocarburants, les plantations forestières, les projets touristiques et le développement d'infrastructure à grande échelle. De plus, sous le faux prétexte de résoudre la crise climatique, les financiers du 21^e siècle ont créé des économies « bleues » et « vertes », ce qui signifie en réalité la marchandisation des forêts, de l'air, des mers, et même du cycle de la vie elle-même. Ceci mène à ce que nous appelons « l'accaparement vert » ou « l'accaparement bleu ».

Ces soi-disant « investissements » ne sont rien de plus que le vol des territoires des peuples indigènes, des paysans et des paysannes, des pêcheurs, des éleveurs et d'autres communautés locales. Nos Etats et nos élites ont joué un rôle central dans ce vol. Ce sont eux qui ont cédé notre héritage collectif pour des bénéfices personnels, en connivence avec les entreprises transnationales.

« Moderniser les politiques agricoles en les refondant sur la souveraineté alimentaire »

juillet 2012

Source : agrobiosciences.org

MODERNISER LES POLITIQUES AGRICOLES EN LES REFONDANT SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

JACQUES BERTHELOT, ANCIEN MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'ENSAT



L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?, tel est le fil rouge des 18èmes Controverses européennes de Marciac, qui se tiendront les mercredi 1er et jeudi 2 août 2012, à Marciac (Gers). Pour nourrir en amont la réflexion sur ce thème, la [Mission Agrobiosciences](http://MissionAgrobiosciences.org) a lancé un [appel à contributions](#) ouvert à tous.

Plus d'une vingtaine de textes sont ainsi déjà en ligne (voir la liste en fin d'article) et seront diffusés sur place, à Marciac. Parmi ces derniers, la contribution de l'économiste Jacques Berthelot, l'un des rares à soulever la question de l'alimentation dans les pays du Sud.

Selon Wikipédia, "La modernité est un changement(...) du mode de régulation de la reproduction sociale(...). La modernité est la possibilité politique(...) de changer les règles du jeu de la vie sociale". Puisque les paysans du Sud constituent plus de 98% du total mondial, et qu'ils souffrent le plus des dysfonctionnements du système agroalimentaire mondial, moderniser les politiques agricoles c'est promouvoir, au Sud comme au Nord, des agricultures paysannes durables aux plans économique, social et écologique. Face au déficit alimentaire croissant de la grande majorité des pays du Sud, du nombre de leurs paysans affamés, à l'accaparement de leurs terres menacées en outre par le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité, à la volatilité incontrôlée des prix accrue par la folie des agrocarburants et à la nécessité de nourrir plus de 9 milliards d'humains en 2050, dont un milliard de plus en Afrique subsaharienne (ASS).

La source principale de ces maux : la baisse des prix agricoles liée à la libéralisation agricole imposée au Sud dès les années 1980 par le couple FMI-BM et, au Nord, notamment dans l'UE, depuis la réforme de la PAC de 1992 préparant l'accord agricole de l'OMC de 1995 sous la pression de l'agrobusiness, puis la multiplication d'accords bilatéraux de libre-échange, notamment des Accords de partenariat économique entre l'UE et les pays ACP qui sont criminels pour ceux-ci. Car, alors que les pays du Nord ont pu compenser ces baisses de prix par des aides directes, la majorité de ceux du Sud n'en ont pas eu les moyens et sont soumis à un dumping imparable. Dans l'UE, la dérégulation accrue de la PAC et l'octroi des aides en fonction des hectares a accéléré la concentration des exploitations de type industriel, la baisse des actifs agricoles, des dégâts écologiques et le mal-être animal. Puisque les marchés agricoles ne s'autorégulent pas, moderniser les politiques agricoles c'est les refonder sur la souveraineté alimentaire ainsi qu'à l'OMC et dans les accords bilatéraux. Cela doit être le premier objectif du gouvernement français non seulement pour l'agriculture européenne mais aussi pour sa politique étrangère afin de permettre un développement durable en ASS où les paysans constituent encore la majorité des actifs. Pour que tout ceci adienne, une remise en cause radicale des concepts profondément piégés des politiques agricoles s'impose : compétitivité, protectionnisme, découplage... Qui de plus moderne que Salomon ?

La terre défrichée des pauvres nourrit largement ; faute de justice, il en est qui périssent. Livre des Proverbes, XIII-23, 10^è siècle avant notre ère

“World in Serious Trouble on Food Front”

24 juillet 2012

Source : treehugger.com

World in Serious Trouble on Food Front



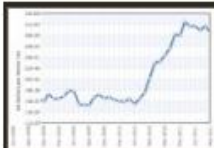
Lester Brown
[Science / Sustainable Agriculture](#)
July 24, 2012



RELATED



WHEN CORN PRICES RISE
50%, EXPECT FOOD PRICES
TO CLIMB 1%



#OCCUPYWALLSTREET,
FOOD PRICES, CIVIL
UNREST: IT ALL COMES
BACK TO OIL



FOOD PRICE RISES
CONTRIBUTE TO POPULAR
UPRISINGS IN EGYPT,
TUNISIA, YEMEN



[Michael Dorausch/CC BY-SA 2.0](#)

In the early spring of 2012, U.S. farmers were on their way to planting some 96 million acres in corn, the most in 75 years. A warm early spring got the crop off to a great start. [Analysts](#) were predicting the largest corn harvest on record.

The United States is the leading producer and exporter of corn, the world's feedgrain. At home, corn accounts for four-fifths of the U.S. grain harvest. Internationally, the U.S. corn crop exceeds China's rice and wheat harvests combined. Among the big three grains – corn, wheat, and rice – corn is now the leader, with production well above that of wheat and nearly double that of rice.

The corn plant is as sensitive as it is productive. Thirsty and fast-growing, it is vulnerable to both extreme heat and drought. At elevated temperatures, the corn plant, which is normally so productive, goes into thermal shock.

As spring turned into summer, the thermometer began to rise across the Corn Belt. In St. Louis, Missouri, in the southern Corn Belt, the temperature in late June and early July climbed to 100 degrees Fahrenheit or higher 10 days in a row. For the past several weeks, the Corn Belt has been blanketed with dehydrating heat.

[Weekly drought maps](#) published by the University of Nebraska show the drought-stricken area spreading across more and more of the country until, by mid-July, it engulfed virtually the entire Corn Belt. Soil moisture readings in the Corn Belt are now among the lowest ever recorded.

« Africa: Visionary African Plant Breeders Tackle Issue of Better and More Available Seed for Farmers »

24 juillet 2012

Source: allafrica.com

Africa: Visionary African Plant Breeders Tackle Issue of Better and More Available Seed for Farmers

24 JULY 2012



Nairobi — Over 100 African crop breeding experts including World Food Prize laureate Gebesa Ejeta are meeting in Nairobi this week to discuss how to meet smallholder farmers' need for high performing and high impact seed varieties.

"In Africa, farmers have largely not benefited from improved seeds due to a lack of localized crop breeding and efficient, dependable seed delivery system. And so crop yields in most of Africa have remained one-third of those produced by farmers in other developing regions of the world. Good seed is not just the driving force behind good harvests and eliminating poverty and hunger, it's the foundation for rapid economic growth," said Jane Karuku, AGRA president.

Speaking during the event, Gebesa Ejeta, World Food Prize laureate, elaborated, "I believe that global food security is the biggest challenge that the world needs to address now and the science of plant breeding is a critical component in that agenda."

"In a country like Ethiopia, farming technology has hardly improved with farmers using outdated farming practices that do not increase their yields or impact on their livelihoods significantly. For farmers to improve their livelihoods and increase their income we need to see simple science available to people, like improved seeds. If we do not get our act together the continent will be left behind," Gebesa Ejeta.

The first step towards farmers accessing simple science is ensuring that farmers have access to improved seeds. This has been a major challenge across Africa, with seed companies not able to meet the demand by farmers, resulting to farmer turning to their grains as seeds.

AGRA's own seed program has begun to address some of these challenges successfully with the majority of farmers targeted accessing the new seed reporting dramatic increases in their harvests. As a result of AGRA's support to many partners, an additional 40,000 MT per annum of hybrid seed, representing 1/3 of the commercially produced seed in Africa, is now reaching smallholder farmers. These seeds have been produced by 60 small, African-owned seed companies launched with capital and strengthened by AGRA - a 100% increase in the number of such companies. In terms of food production, this means an additional 4 million MT of staple crops per annum. AGRA's experts believe that the tipping point to food security with respect to improved seeds is 500,000 MT per annum of high yielding, improved crop varieties.

"So far, AGRA programs have supported the development of almost 400 new seed varieties and the commercialisation of over 200. The challenge now is how to address the gap between the released varieties and the commercialized. If we can get this right we'll be able to make lasting impact on the lives of millions of smallholders in Africa," said Joe Devries, director of AGRA's seed program.

Note to editors:

About the Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)

AGRA is a dynamic partnership working across the African continent to help millions of small-scale farmers and their families lift themselves out of poverty and hunger. AGRA programmes develop practical solutions to significantly boost farm productivity and incomes for the poor while safeguarding the environment. AGRA advocates for policies that support its work across all key aspects of the African agricultural value chain - from seeds, soil health and water to markets and agricultural education.

Les politiques agricoles et la PAC

« Les filières animales durement touchées (Snia) »

24 juillet 2012

Source : lafranceagricole.fr

Flambée des matières premières

Les filières animales durement touchées (Snia)

Publié le mardi 24 juillet 2012 - 12h43



2



3



2



Le Syndicat national de l'industrie de la nutrition animale (Snia) s'inquiète lundi dans un communiqué de « la flambée spéculative des matières premières ».

Depuis janvier 2012, les différents événements climatiques dans les hémisphères Nord et Sud ont entraîné une hausse, forte et régulière, des cours des matières premières depuis sept mois. Elle s'est brutalement accélérée depuis le début de juillet : +106 € la tonne pour le tourteau de soja (Montoir) en l'espace de deux semaines alors que le prix du blé atteint 270 € la tonne le 20 juillet 2012 sur Euronext.

« La rapidité de cette hausse est extrêmement inquiétante pour les productions animales et tous les maillons qui en dépendent, en amont ou en aval. Elle a pour origine une spéculation organisée alors que les conditions de culture au sein de l'Union européenne se sont révélées bonnes, avec de très bons niveaux de rendements et des inquiétudes sur la qualité des céréales qui s'éloignent, estime le Snia. Les fabricants d'aliments, en période de fin de couverture, ne sont pas en capacité d'absorber cette hausse. La répercussion sur le prix de l'aliment est inévitable et l'augmentation se chiffre à plusieurs dizaines d'euros par tonne. »

La profession est particulièrement préoccupée par « la catastrophe économique qui menace les éleveurs et les entreprises de la nutrition animale si la situation perdure », explique le Snia.

Il appelle la grande distribution et tous les débouchés des produits d'élevage à « reconnaître la nouvelle donne du marché des produits animaux et à relever sans délai leurs prix de reprise ».

Le Snia demande aux pouvoirs publics de « réagir et de prendre au plus vite les mesures qui permettront de limiter l'impact de ces hausses spéculatives et de venir en aide aux filières animales, aujourd'hui en graves difficultés ».

F.V.

« Oxfam estime les agrocarburants responsables de la flambée des prix »

24 juillet 2012

Source : lafranceagricole.fr

Céréales

Oxfam estime les agrocarburants responsables de la flambée des prix

Publié le mardi 24 juillet 2012 - 16h30



0



5



Envoyer



Tweeter

3



Oxfam France dénonce « l'impact sur la sécurité alimentaire mondiale des politiques de soutien aux agrocarburants dans les grands pays producteurs de céréales. La sécheresse exceptionnelle ne saurait expliquer à elle seule l'envolée des prix alimentaire mondiaux ».

Les Etats-Unis sont le premier producteur mondial de maïs et de soja, le premier exportateur de blé. Face à la sécheresse exceptionnelle qu'a connue la Corn Belt ces dernières semaines, les cours des céréales se sont envolés à la Bourse de Chicago, puis sur l'ensemble des marchés mondiaux.

« Ce choc climatique confirme un peu plus une tendance de fond : le prix des denrées alimentaires, et en particulier des céréales et des oléagineux, a tendance à augmenter constamment depuis plusieurs années, précise le communiqué. Des pics vertigineux peuvent conduire, comme en 2008, à des émeutes de la faim dans les pays les plus vulnérables en termes de sécurité alimentaire. »

Pour Oxfam France, « dans un contexte de dérèglement climatique mondial et d'augmentation globale de la demande alimentaire, les politiques de soutien aux agrocarburants jouent un rôle décisif dans cette tendance à la hausse des prix alimentaires ».

Clara Jamart, d'Oxfam France, explique : « En Europe comme aux Etats-Unis, une part croissante de la production agricole est destinée au marché énergétique, via les agrocarburants. 40 % du maïs américain est ainsi aujourd'hui destiné à la production d'agrocarburant. Cette politique entraîne une tension de plus en plus forte sur l'offre alimentaire et tire les prix mondiaux des produits alimentaires vers des sommets. »

« Les grandes puissances de ce monde, au premier rang desquelles l'Union européenne et les Etats-Unis, doivent mettre fin aux politiques de quotas d'incorporation d'agrocarburants dans les carburants traditionnels, ainsi qu'aux politiques fiscales qui soutiennent la production et la consommation d'agrocarburants. »

« La spéculation excessive sur les marchés alimentaires mondiaux amplifie encore la volatilité des prix des denrées alimentaires de base comme les céréales. Les pratiques spéculatives sur les marchés de produits dérivés de matières premières doivent impérativement être mieux régulées », estime l'association internationale.

F.V.

« Le Sénat veut favoriser la coopération (rapport) »

25 juillet 2012

Source : lafranceagricole.fr

Redressement productif
Le Sénat veut favoriser la coopération (rapport)
Publié le mercredi 25 juillet 2012 - 16h37

 +1  J'aime  8  Envoyer  Tweeter  6   

Les coopératives agricoles françaises, un modèle de développement économique ? Dans un contexte de financiarisation de l'économie, les coopératives sont « un atout pour le redressement économique » et « un pilier de l'économie sociale et solidaire », explique le groupe de travail du Sénat sur l'économie sociale et solidaire (créé le 22 février) dans son rapport sur la coopération en France, adopté à l'unanimité le 25 juillet 2012 par la commission des affaires économiques du Sénat.

« L'économie sociale et solidaire fait figure de potentiel alternatif, a expliqué Marc Daunis (PS – Paca), président du groupe de travail. Par leur existence et leur aptitude à se développer, les entreprises sociales et solidaires prouvent que la recherche individualiste du profit n'est pas seul motif susceptible de nourrir l'esprit d'entreprise et la création de richesses ».

C'est pourquoi la commission du Sénat veut encourager leur développement par les pouvoirs publics. Après avoir auditionné une trentaine d'acteurs du monde coopératif, le rapport propose des mesures concrètes pour les Scop, les coopératives bancaires, celles d'habitat ou d'enseignement. Les sénateurs espèrent qu'elles seront reprises dans les prochaines semaines dans la loi de finances et dans les lois en préparation dans les ministères d'Arnault Montebourg (Redressement productif) et Benoît Hamon (délégué à l'Economie solidaire).

Malgré leur poids dans l'économie (80 milliards d'euros de chiffre d'affaires, filiales comprises), les coopératives agricoles sont peu concernées par ce rapport. « Elles fonctionnent plutôt bien malgré quelques cas où l'esprit coopératif s'est oublié dans la technocratie », a souligné Gérard Le Cam (Communiste – Côtes-d'Armor) « Elles ne demandent pas de changement structurel de leurs statuts », se défend Marie-Noëlle Lienemann, rapporteur (PS – Ile-de-France).

Le rapport insiste tout de même sur la nécessité de préserver leur régime fiscal, « qui ne constitue pas un cadeau fiscal mais une juste prise en compte par le législateur des contraintes propres au financement de ces entreprises » et de contrôler « avec plus de discernement » les concentrations dans ce secteur afin que les coopératives françaises ne se voient plus imposer par le régulateur national des contraintes plus fortes que leurs concurrentes européennes. « L'autorité de la concurrence française est parfois plus bruxelloise que Bruxelles », a raillé la sénatrice.

Le rapport propose aussi de renforcer les circuits-courts en permettant le maintien de coopératives de consommateurs dans les zones où le commerce de proximité est menacé.

A.De.

« Les actions marquantes de la Direction générale de l'alimentation en 2011 »

24 juillet 2012

Source : lafranceagricole.fr

Santé et protection animales

Les actions marquantes de la Direction générale de l'alimentation en 2011

Publié le mardi 24 juillet 2012 - 17h57



2



J'aime



Envoyer



Tweeter

1



Dans son rapport d'activité, la DGAL (Direction générale de l'alimentation du ministère de l'Agriculture) passe en revue ses actions menées au cours de l'année 2011.

Dans le domaine de la santé et de la protection animale, elle détaille en particulier quelques faits marquants :

- **Encadrement renforcé de l'abattage rituel sans étourdissement.** « Afin de permettre un meilleur respect des règles relatives à la protection des animaux », la DGAL a préparé en 2011 des textes « qui disposent que l'abattoir doit obtenir une autorisation spécifique avant de réaliser ce type d'abattage ». Cette autorisation est « subordonnée à l'existence d'une commande réelle et à des conditions de fonctionnement dans le respect de la protection des animaux et de l'hygiène ». La publication des textes a été avancée de juillet à mars 2012, à la suite de la polémique lancée par Marine Le Pen en pleine campagne présidentielle.

- **Mise aux normes des cages pour les poules pondeuses.** La DGAL a défini un plan d'action visant au respect de l'échéance fixée au 1^{er} janvier 2012. Elle a également suivi l'évolution de cette mise aux normes.

- **Adaptation des textes sur les actes vétérinaires.** Deux ordonnances publiées le 20 janvier et le 22 juillet 2011 (dont la rédaction a été pilotée par la DGAL) rénovent le cadre législatif de l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux. « Leurs dispositions permettent de reconnaître l'éleveur comme infirmier de son élevage et de reconnaître deux nouvelles professions : les ostéopathes animaliers non vétérinaires et les dentistes équins non vétérinaires. » Les textes d'application de la première ordonnance (publiés le 5 octobre 2011) permettent de fixer les conditions de formation qui permettent aux éleveurs et aux techniciens d'élevage de réaliser certains actes de médecine des animaux listés par arrêté.

- **Création d'une plate-forme nationale de surveillance épidémiologique.** Son lancement date du 20 octobre 2011, avec l'adoption d'une feuille de route pour 2012. Cette plate-forme a pour mission de participer à l'élaboration et l'amélioration des dispositifs et des programmes de surveillance. Ses priorités d'action sont la tuberculose bovine, l'influenza aviaire et porcine, les maladies des abeilles, etc.

- **D'autres actions,** telles que la révision de la réglementation relative aux sous-produits animaux et les plans de surveillance des résidus et des contaminants, ont également été menées tout au long de l'année.

Téléchargez le [rapport d'activité de la DGAL](#) (partie relative à la santé et à la protection animales).

« Stéphane Le Foll annonce un comité de suivi de la réforme de la PAC »

23 juillet 2012

Source : pouruneautrepac.eu

Stéphane Le Foll annonce un comité de suivi de la réforme de la PAC

Publié le 23 juillet 2012 • Rubrique : [Actualités de France](#)

Le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF), a annoncé la mise en place d'un comité de suivi de la réforme de la PAC.

A la veille de négociations qui s'annoncent longues et difficiles sur le budget de l'Union Européenne et sur la PAC, le ministre Stéphane Le Foll souhaite une concertation avec les acteurs concernés.

Les discussions communautaires ont pourtant bien avancé sous la Présidence Danoise, au moment où le nouveau Gouvernement s'installait en France.

Stéphane Le Foll a pourtant envoyé [un message controversé](#) à l'occasion des réunions du Conseil des ministres de l'agriculture des 18 juin portant sur le développement rural.

Lors de la [réunion du Conseil du 16 juillet](#) consacrée à les outils de gestion des risques, le message qu'a fait passé le ministre a également illustré l'absence de position claire de la part de la France.

La première réunion est programmée le 7 septembre 2012. A priori ce comité sera composé des membres du conseil supérieur d'orientation de l'agriculture (CSO), élargi aux représentants des Régions ainsi qu'à des organisations de la société civile.

Cette première réunion servira à informer les parties prenantes sur l'état de la négociation communautaire et d'avoir un échange avec le ministre et l'administration sur les priorités de la réforme de la PAC. Des groupes de travail thématiques devraient être installés en ce sens (organisation des marchés, paiements directs, développement rural...).

« L'emploi agricole et la conditionnalité sociale doivent être au cœur de la PAC 2014 »

23 juillet 2012

Source : confederationpaysanne.fr

L'emploi agricole et la conditionnalité sociale doivent être au cœur de la PAC 2014

23 juil 2012

La Confédération paysanne se mobilise pour la PAC et va se joindre aux caravanes européennes « Good Food, Good Farming » convergeant le 19 septembre à Bruxelles. Elle portera haut et fort ses revendications pour une nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) basée sur la souveraineté alimentaire. La première revendication que nous porterons : l'emploi agricole.

Le bilan de la PAC, pour l'emploi et le revenu paysan, est très négatif : baisse du revenu, agrandissement des exploitations, aggravation des disparités et forte régression de l'emploi paysan. Ceci est le résultat d'un système de répartition des aides mis en place dans cet objectif, au nom de la « modernisation de l'agriculture et de l'obtention de gains de productivité ». L'essentiel des aides a été réparti en fonction des volumes produits dans un premier temps, et aujourd'hui en fonction du nombre d'hectares et d'animaux présents sur les exploitations, ce qui, mécaniquement, ne peut qu'entraîner la destruction de l'emploi paysan.

La revendication première de la Confédération paysanne est la promotion et l'amélioration de l'emploi, avec l'objectif d'atteindre 1 million de paysans. Pour maintenir des fermes nombreuses ainsi qu'une activité agricole diversifiée sur les territoires, la PAC doit privilégier une répartition plus juste et plus légitime des aides, basées, non pas sur les hectares, mais sur les actifs. Cette redistribution des aides passe par :

- une convergence nationale pour un rééquilibrage et une meilleure équité des aides,
- une dégressivité forte et volontariste des aides par actif, avec des seuils définis au niveau de chaque état (en France, une dégressivité à partir de 25 000 € du total des aides sur le 1er pilier et un plafonnement à 45 000 €),
- une aide spécifique et significative aux petites fermes, définie au niveau de chaque état, reconnaissant leur rôle central dans l'économie des territoires et la multifonctionnalité de l'agriculture (en France, aide de 5000 € pour le premier actif et 2500 € pour le deuxième actif) sans exclusion des aides PAC.

La PAC doit lutter contre le développement des précarités, garantir le revenu et des conditions de travail soutenables pour les paysans, ainsi qu'à tous les travailleurs de l'activité agricole. La Confédération paysanne revendique la mise en place d'une « conditionnalité sociale » permettant une harmonisation, par le haut, des différentes réglementations du travail en Europe. Les aides PAC doivent garantir l'application effective des directives sur la santé et la sécurité des travailleurs dans l'agriculture.

Les propositions de réforme de la PAC ne sont pas à la hauteur de la crise sociale actuelle. Il nous faut une agriculture qui donne des perspectives d'avenir pour les jeunes ! Une PAC ambitieuse est nécessaire pour donner un métier d'utilité publique à nos enfants, dynamiser et repeupler nos territoires.

Contact :

Christian ROQUEIROL, Secrétaire national en charge du dossier PAC, 06.72.68.45.40
Philippe COLLIN, Porte-parole, 06.76.41.07.18
Mathilde THERY, Relations presse, mthery@confederationpaysanne.fr, 01.43.62.18.71

« OGM : aucun risque, selon la conseillère scientifique de la Commission »

24 juillet 2012

Source : euractiv.fr

OGM : aucun risque, selon la conseillère scientifique de la Commission

Les OGM ne présentent pas plus de risques que leurs équivalents conventionnels, a déclaré Anne Glover, lors d'un entretien accordé à EurActiv Bruxelles.

24/07/2012 Anne Glover, Commission européenne, bio, interdiction, OGM, principe de précaution, scientifique



Imprimer

Envoyer par email



Remettre sur le tapis le débat sur les OGM risque d'irriter les États qui ont mis en place certaines interdictions. C'est pourtant ce qu'a fait Anne Glover, conseillère scientifique principale de la Commission depuis le début de l'année. Pour elle, le principe de précaution n'est plus de rigueur.

« Il n'existe aucun cas concret d'impact négatif sur la santé humaine et animale ou sur l'environnement, a déclaré Mme Glover à EurActiv Bruxelles. C'est une preuve assez convaincante. J'irai donc jusqu'à dire que les OGM ne présentent pas plus de risques que les produits conventionnels ».

Cependant, la scientifique a voulu nuancer ses propos, en affirmant qu'elle ne faisait pas la promotion des cultures controversées. Dans tous les cas, manger comporte des risques, selon elle : « Nous oublions souvent que la plupart des plantes sont toxiques. Ce ne sont que la cuisson et les quantités que nous consommons qui les rendent comestibles. »

Raréfaction des ressources

Mme Glover a aussi adressé une pique aux États qui interdisent les OGM, en affirmant que les preuves scientifiques devraient jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques. « Je pense que nous pourrions vraiment avancer en Europe si nous obligeons les décideurs à se justifier lorsqu'ils rejettent une preuve », a-t-elle ajouté.

Elle estime nécessaire que les OGM et les autres avancées scientifiques soient exploités pour trouver des solutions à la raréfaction de l'énergie et des ressources, ainsi qu'à la concurrence qui règne en matière d'utilisation des terres.

« En utilisant nos terres pour produire des biocarburants, nous ne produisons pas d'aliments, ce qui signifie que nous devons intensifier la production alimentaire », a-t-elle expliqué.

Ancien professeur de biologie de l'Université d'Aberdeen, Anne Glover a également exercé la fonction de conseiller scientifique principal pour l'Écosse de 2006 à 2011.

Son rôle est d'appuyer les preuves scientifiques en exprimant ce que les acteurs de

« RÉFORME DE LA PAC 2020 – Une chance pour la démocratie européenne »

25 juillet 2012

Source : goutons-un-monde-meilleur.fr

RÉFORME DE LA PAC 2020 – Une chance pour la démocratie européenne

Publié le 25 juillet 2012



Retweet Partager Envoyer par email

Le 19 septembre, au Parlement européen de Bruxelles, en Belgique, l'organisation internationale Slow Food tiendra une conférence destinée à promouvoir le dialogue entre la société civile et les institutions européennes autour de la Politique agricole commune (PAC). Cette conférence offrira la possibilité d'un échange d'opinions ouvert entre la société civile et ses représentants politiques à un moment crucial du débat sur l'avenir de la PAC en apportant des messages nés aux quatre coins de l'Europe jusqu'aux couloirs des institutions européennes.

La conférence est organisée par Slow Food en partenariat avec ARC2020, sous le haut patronage du Président du Parlement européen, Martin Schulz. Elle accueillera plusieurs intervenants, du Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural Dacian Cioloș à Carlo Petrini, Président de Slow Food, ainsi que des organisations majeures de la société civile.

La conférence s'ouvrira à 15h00 et sera divisée en trois sessions :

- Session 1 : Discours d'ouverture et d'accueil
- Session 2 : La société civile : principales revendications et propositions concrètes
- Session 3 : La réforme de la PAC et la démocratie en Europe – Débat en plénière avec le Parlement européen

L'inscription à la conférence se fait par ce lien :

www.slowfood.com/sloueuropa/pagine/eng/application/conferenza.lasso

Dans le même temps, Bruxelles accueillera l'étape finale de la « Good Food March », une initiative d'ARC2020, de Slow Food, du Réseau des Jeunes de Slow Food et de nombreuses autres organisations destinée à sensibiliser l'opinion publique aux thèmes abordés au cours de la conférence. Cette marche pour une bonne alimentation partira de Munich, en Allemagne, le 25 août et réunira des militants, des producteurs, des consommateurs et des jeunes de toute l'Union européenne. Pour plus d'informations au sujet de la Good Food March, rendez-vous sur le site : www.goodfoodmarch.eu

Dernières actualités



Les AMAP donnent un avenir à l'agriculture paysanne

Publié le 13 juillet 2012



De la noix de kola africaine au Coca Cola

Publié le 13 juillet 2012



Les Médecins de l'Ontario mettent en garde contre les dangers des pesticides

Publié le 9 juillet 2012



Le temps des cerises...

Publié le 15 juin 2012

Actualités par mois

juillet 2012 (4)

juin 2012 (4)

mai 2012 (5)

avril 2012 (2)

mars 2012 (2)

février 2012 (3)

janvier 2012 (5)

décembre 2011 (2)

novembre 2011 (3)

octobre 2011 (3)

« L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? »

Juillet 2012

Source : agrobiosciences.org

L'AGRICULTURE A-T-ELLE LE DROIT D'ÊTRE MODERNE ? (ANNONCE)

1 ET 2 AOÛT 2012, À MARCIAC (GERS, FRANCE).



Un demi-siècle après le formidable effort de modernisation de l'agriculture, initié dans les années 1950, et au regard des objectifs fixés par le Traité de Rome, notre société remet en question les effets de ce modèle agro-industriel, permis par la mécanisation, la forte consommation d'intrants, la spécialisation, la sélection des espèces etc.... Un type de modernité, d'ordre techno-scientifique entre autres, qui se trouve aujourd'hui critiquée, du fait de la remise en question de la course au développement capitalistique, des crises sanitaires, économiques et environnementales, sans oublier l'impact de la mondialisation. Une modernité, enfin, qui a longtemps avancé masquée en matière de productions agroalimentaires, sur lesquelles le marketing a plaqué des images de terroir et de tradition. Avec ce paradoxe : la seule figure contemporaine acceptable pour une partie de l'opinion publique des pays développés ne serait-elle pas celle du retour au « petit paysan » ? Deux journées d'éclairages et de débats, organisées par [la Mission Agrobiosciences](http://laMissionAgrobiosciences.org) et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers, dans l'ambiance du festival Jazz In Marciac. Dès à présent, contribuez à la réflexion sur ce thème [en répondant à l'appel à contributions](#).

Ces 18èmes Controverses sont dédiées à la mémoire de Jean-Claude Flamant, président de la Mission Agrobiosciences, qui nous a quittés le 19 juin 2012. Un hommage public lui sera rendu le mercredi 1er août, à partir de 18H30.

Moins caricaturalement, l'agriculture bio et de terroir a-t-elle le droit, dans les représentations actuelles, de faire appel aux avancées de la science et aux innovations technologiques ? Les agriculteurs se voient-ils accorder le droit de produire plus ? Comment prendre en compte leur désir de modernité sociale, voire d'urbanité ? Où sont les résistances au changement et les nouveaux conservatismes ? Quels sont les nouveaux profils de l'agriculteur moderne en Europe ?

Autant de questions qui ne sont pas sans interroger la place et les fonctions de l'agriculture dans nos sociétés, mais aussi le statut, les attentes et l'identité de ses acteurs.

LES 18èmes CONTROVERSES EUROPEENNES DE MARCIAC *L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?*

Avec la participation de **Stéphane LE FOLL**, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. De **Martin MALVY**, président du Conseil régional de Midi-Pyrénées, et de **Philippe MARTIN**, président du conseil général du Gers.

[Télécharger le programme des 18èmes Controverses européennes de Marciac](#)

MERCREDI 1er AOÛT 2012

- ▶ 09H30/10H00. ACCUEIL
- ▶ 10H00/10H15. OUVERTURE
- ▶ 10H15/11H45. EN TOILE DE FOND

EN DIALOGUE

La crise de la modernité technique.

Hélène TORDJMAN, économiste au CEPN, Université Paris XIII

Et L'agriculture et les agriculteurs sont-ils voués à la nostalgie ?

Olivier ASSOULY, philosophe, responsable de la recherche à l'Institut français de la mode.

L'accès à la terre en Inde

« En Inde, les bons principes de Michelin se dégonflent »

12 juillet 2012

Source : terraeco.net

Mots clés
Bois-forêts
Inde

En Inde, les bons principes de Michelin se dégonflent

+A | A- Taille texte | Imprimer | Envoyer | Réagir (2)



(L'usine de pneus en construction. Crédit photo : CCFD-Terre solidaire)

La multinationale française construit une usine en Inde. Mais le site choisi est une forêt qui fait vivre des milliers de personnes. Des organisations dénoncent une violation des droits d'une communauté d'Intouchables.

Le Baromètre de cet article
ÉCOLOGIE | SOCIÉTÉ | ÉCONOMIE

SUR LE MÊME SUJET
Je vis à côté d'une raffinerie
Au Royaume-Uni, l'immigration comme solution à la crise (...)
Je vis à côté d'une éolienne
Tunisie : une carte participative contre les violences (...)

Engageant, le bonhomme Michelin, avec ses bourrelets rassurants et son gentil sourire. Alors quand il nous a proposé de discuter avec lui, sur [le site web de la multinationale](#) de pneumatiques, on n'a pas trop hésité avant de cliquer. Et on lui a posé une question certainement un peu sensible, parce qu'il a répondu... à côté. On lui a demandé comment il réagissait aux accusations de violations des droits de l'homme proférées contre lui par plusieurs défenseurs des droits. Bibendum, bien sympa mais pas fute-fute, nous a redirigés vers le [site internet de l'entreprise en Inde](#), où pas un mot ne figure sur cette gênante affaire. Le service presse de l'entreprise est lui aussi resté muet.

Avoir partout un comportement responsable

Le CCFD-Terre Solidaire, l'association Sherpa de lutte contre les crimes économiques, la CGT et deux organisations indiennes (Sangam, association de villageois, et la Fédération pour les droits de la terre au Tamil Nadu) accusent l'entreprise française de violer les droits d'une communauté d'Intouchables, dans la région du [Tamil Nadu](#), dans le sud-est de l'Inde. C'est là que Michelin construit une de ses plus grandes usines de pneus.

Ces cinq organisations ont saisi mercredi le point de contact national (PCN) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à Paris. Elles l'ont annoncé dans un [communiqué commun](#). Par cette saisine, le PCN - instance tripartite qui rassemble des représentants des ministères de l'Economie et du Travail, du Medef et des syndicats de salariés - va vérifier si les agissements de Michelin dans cette lointaine contrée respectent les [principes directeurs de l'OCDE](#), visant à encourager les multinationales des pays membres (dont la France) à avoir, partout où elles

“Special courts on accident claims, land grab cases”

23 juillet 2012

Source : timesofindia.indiatimes.com

Special courts on accident claims, land grab cases

TNN Jul 23, 2012, 05:48AM IST

0 0

Tweet Recommend Submit

Tags: special courts | Madras High Court | Coimbatore Bar association

COIMBATORE: Two special courts to deal with motor vehicle accident claim cases and land grab cases were inaugurated by Madras high court Chief Justice MY Eqbal on Sunday. Delivering his speech after the inauguration, Eqbal said that lawyers tend to focus on the percentage of compensation in accident claim cases. He advised them to change their attitude. Their prime duty is to get maximum compensation for the victim's family. The kin of accident victims should be protected, he said.

He advised lawyers not to seek adjournments. Insurance firms should not make unnecessary appeals. Insurance firms should settle claims immediately and must not contest in court. Firms should not be rigid when settling compensation, he said. The compensation amount may increase manifold with additional interest if the insurance firm constantly delays making payment to the victim, said Eqbal.

Ads by Google

Canada Commercial Law
Experienced business lawyers in Canadian laws and regulations
www.millerthomson.com/CommercialLaw

BMW Guggenheim Lab.
Explore urbanism. From June 15 to July 29 in Berlin!
bmwguggenheimlab.org/Berlin

The chief justice pointed out that as many as 3000 motor vehicle accident claim cases are pending in Coimbatore. District courts and sub-courts are presently dealing with the claim cases. "Hereafter, the cases should be transferred to the newly created special court and III and IV additional district courts. These three courts will deal with all claim cases. I hope by the end of this year, there will be no claim cases pending in Coimbatore," said Eqbal.

State Law Minister CV Shanmugam said that a new government law college is being constructed in Sri Rangam. Coimbatore Bar Association President P Nandhakumar said that the district administration could use the 'Kudiraivandi court land to construct the South Taluk office. "Meanwhile, the district administration should allot South Taluk office land to us. We are seeking some space for parking vehicles," he said. He also sought a court to deal with rent control cases in Coimbatore.

Agriculture Minister S Damodaran, District Collector M Karunakaran, principal district judge Aathinathan and other judicial officers participated in the function.

"Now, DMDK MLA held for land grab"

19 juillet 2012

Source: timesofindia.indiatimes.com

Now, DMDK MLA held for land grab

TNN Jul 19, 2012, 04:25AM IST

0

0

 Tweet

 Recommend

 Submit

Tags: [Vijayakanth](#) | [land grab case](#) | [DMDK](#) | [AIADMK](#)

CHENNAI: A legislator belonging to actor Vijayakanth's DMDK was arrested by the Tiruvallur police on land-grab charges. This is the first arrest of a member of the DMDK, an erstwhile ally of the ruling AIADMK, after Jayalalithaa returned as chief minister in May 2011. The two parties had contested the assembly elections together.

Police said Tiruttani MLA Arun Subramaniam was picked up from his Tiruvallur residence near here on Wednesday. After formal investigations, he was arrested and a case under IPC section 447 was registered against him. He was later remanded to judicial custody for 15 days, and sent to the Puzhal prison here.

Ads by Google

Tamil Nadu Monuments Tour
Get Best Tour Quotations for Tamil Nadu Tour. Ask Incredible India !
Incredible-India.com/Tamil-Nadu

Dominique Strauss-Kahn
Could DSK Run France? Carnet Atlantique Weighs in, Read More.
www.CarnetAtlantique.com

Police said Subramaniam had encroached on 4,004 sqft piece of land in Tiruvallur and blocked a common path used by members of the Irula tribal community. "Irula welfare association president Prabhu submitted a complaint against him to Tiruvallur collector Ashish Chatterjee a few weeks ago," a senior police officer told TOI.

Vijayakanth condemns MLA's arrest

Subsequently, the collector directed the district municipal commissioner to inquire into the complaint. The municipal commissioner submitted his report, based on which a case was registered against Arun Subramaniam and he was arrested, the official said.

Reacting to the arrest, DMDK chief Vijayakanth condemned the action against Subramaniam, who is also the party's Tiruvallur west district secretary. "I was shocked by the arrest. He was not holding any important posts in the government to grab the land. Accusation of misuse of power against Subramaniam is false," Vijayakanth said in a brief statement. "He has been serving the people of his constituency well. This government has been filing land grab cases against their political opponents. This time they are targeting the DMDK. The case has been filed only because of political vendetta," he added. A group of DMDK cadres staged a protest for a few minutes in front of the Tiruvallur police station where Subramaniam was questioned, condemning the MLA's arrest.

Arun Subramaniam is the first DMDK MLA to be arrested on charges of land grabbing. So far, the crackdown has been mostly on former DMK ministers and senior functionaries. More than 10 former ministers and 40 senior leaders of DMK have been arrested in the 14 months of AIADMK rule. The state police had recently filed an FIR against another DMDK MLA Tamil Azhagan on charges of attacking the police station

"Land grab: Builder, 2 others arrested for confining, threatening woman"

8 juillet 2012

Source: indianexpress.com

Land grab: Builder, 2 others arrested for confining, threatening woman

Compte Démo Forex 100000€ www.Finexo.com/Forex Initiez-Vous Sans Frais au Trading eBook & Formation 1-a-1 Offerts

Ads by Google

Express news service: Sun Jul 08 2012, 02:00 hrs

Share |     



More from
THE INDIAN EXPRESS

Columns

[Fall of Libor](#)

[The austerity games](#)

The Chatuhsrunji police on Wednesday arrested a builder and two other persons for allegedly confining a 43-year-old woman from Mhalunge village and threatening her to sell the land owned by her family.

Those arrested have been identified as Rajendra Ingawale (34), Gulab Rajaram Ranawade (52) and Nandkishor Nathmal Palod (54), the builder. All three were later released on bail.

On Wednesday, complainant Kalpana Vilas Dhakule got a call from a person who wanted to meet her for some unspecified reason. Police Inspector Subhash Nikam of Chatuhsrunji police said, "Ingawale and Ranawade came in a car on Baner Road and then called her. They then forced her to get into the car and threatened her to sell the land her family owns at Mhalunge Padale. The complainant, however, managed to escape and later narrated the matter to her husband and other family members. Based on her complaint, we arrested Ingawale and Ranawade in the evening."

Nikam added, "During interrogation, the duo named Palod. They told us that he had asked both to 'do anything' to get the land Dhakules owned. We arrested Palod on Wednesday night. As the sections are bailable, all three were granted bail."

Senior inspector Ajay Kadam of Chatuhsrunji police station said, "The woman had earlier approached a police station with the complaint of threat and had also met the police commissioner. It is important to note that the woman came forward to register a complaint and that is why we could nab the suspects. Many such cases go unreported by aggrieved persons as they are afraid."

Police sources said the property is about 5 acres, worth few crores.

Multi Page Format

« Karnataka's new minister gets bail in land grab case »

18 juillet 2012

Source: nydailynews.com

Karnataka's new minister gets bail in land grab case

Wednesday, July 18th 2012, 02:20 PM

 Recommender

 Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

 Tweet 0



Bangalore, July 18 — Karnataka's new minister C.T. Ravi, who is also the Bharatiya Janata Party's (BJP) state unit spokesperson, Wednesday secured anticipatory bail from the high court in a land grab case.

Relief for Ravi came on the eve of the assembly session, his first as minister. He was inducted into the BJP's third ministry in the state in four years last Thursday. The ministry is headed by Jagadish Shettar who has allotted the higher education portfolio to Ravi.

Granting the anticipatory bail to Ravi, his wife, his sister and brother-in-law, Justice V. Jagannathan ordered them to furnish a personal bond of Rs.200,000 each and two sureties for a like sum and not to leave the state or the country without the trial court's permission.

Ravi and his family members are accused of getting civic amenity sites and residential sites, violating the rules in his hometown of Chikmagalur, about 250 km north of Bangalore.

A Chikmagalur resident, Deviprasad has filed the case against Ravi and his family in the Lokayukta (ombudsman) court in Bangalore which exclusively deals with corruption cases.

IANIS

Education et sensibilisation

« Festival Emmaüs Lescar-Pau, 24, 25, 26 juillet 2012 »

Juillet 2012

Source : emmaus-lescar-pau.com

Festival Emmaüs Lescar-Pau

24, 25, 26 juillet 2012

Forum mondial de la pauvreté

Sous la présidence d'honneur de Jean Ziegler

(présence sous réserve d'une mission urgente pour l'ONU) réalisé en partenariat avec Paul Ariès et Le [Sarkophage](#)

Le matin à partir de 10h30 - Entrée gratuite

24 juillet 2012 : "Un seul monde mal développé"

- Florian Rochat, ancien directeur du [CETIM](#), Centre Europe Tiers Monde (1987 à 2009), économiste, militant, communiste et altermondialiste
- Gus Massiah, représentant du [CRID](#), Centre de Recherche et d'Information pour le Développement au Forum Social Mondial
- Thomas Coutrot, coprésident d'[ATTAC France](#)
- Nicolas Sersiron, vice-président du [CADTM France](#)
- Bernard Duterme, directeur du [CETRI](#) - Centre Tricontinental : centre d'étude, de publication, de documentation et d'éducation permanente sur le développement des rapports Nord-Sud

+ témoignages de 2 à 3 compagnons de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau

25 juillet 2012 : "Dignité des pauvres / richesse des cultures populaires"

- Francine Mestrum, [chercheur](#)
- [Jérémy Piolat](#), [philosophe](#), spécialiste des cultures populaires et du colonialisme
- Claude Quemar du [CATDM](#), Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde
- Najid [Rahnema](#)
- Le président d'[Emmaüs International](#)

+ témoignages de 2 à 3 compagnons de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau

26 juillet 2012 : Construire des alternatives

- Samir Amin, président du [Forum Mondial des Alternatives](#)
- Alberto Accosta, ex-ministre de l'Equateur, père du mouvement Buen Vivir
- Christophe Deltombe, président d'[Emmaüs France](#)
- Jean Ziegler, sociologue, vice-président du comité consultatif du conseil des droits de l'homme à l'[ONU](#)
- Germain, responsable de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau
- Paul Ariès, sociologue, directeur du [Sarkophage](#)

+ hommes politiques conviés

THE SCHOOL PROJECT OF WBVHA « West Bengal Voluntary Health Association



- [Home](#)
- [About Us](#)
 - [Executive Summary](#)
 - [Expertise](#)
 - [Mission & Vision](#)
 - [Objectives](#)
 - [Our Goal](#)
 - [Philosophy](#)
 - [TIE Awards](#)
- [Services](#)
 - [Collaboration and Partnership](#)
 - [Consultancy Services](#)
 - [Legal compliance](#)
 - [NGO Services](#)
 - [SHG Formation & Networking](#)
- [Our Projects](#)
 - [Andaman & Nicobar Islands](#)
 - [Headquarter](#)
 - [North Bengal](#)
- [Training Unit](#)
 - [Siliguri Unit](#)
 - [Kolkata Unit](#)
- [Media](#)
- [Contact us](#)
- [Photo Gallery](#)
 - [Arsenic Mitigation Photo](#)
 - [Goatery Photo](#)
 - [Elderly Care Photo](#)
 - [Publication](#)
 - [ASHA Photo](#)
 - [RCH Photo](#)
 - [Basic Health Photo](#)



THE SCHOOL PROJECT OF WBVHA



Opening an English Medium Co-educational Primary School in Lalgola, Murshidabad district was the latest initiative of WBVHA in 2011 which began with 35 students and 9 teaching and non-teaching staff accompanied by hosts of several other 'educational support to disadvantaged children' activities including running of a crèche, vocational school, books support with school syllable and tutorial home all of these are operational under the banner of Synergy that forges towards comprehensive development of an area with its human resources deprived from enjoying social and public benefits. Severe lacking in application of knowledge in English both writing and speaking has been a phenomenal incidence in the life of rural youth and adult society which continues from the time immemorial. Yet potentials of prominence are immense but subdued with personal debility and lack of opportunity. Having seen the lacunae, the organization fulfilled its dream to begin a new era in educational field with a sublime vision of offering education to the children coming from different strata and to enable them compete in hard tussled arena. The new session of 2012-13 will open up a new horizon with more targeted number of students, digital teaching etc. There are 11 sponsored students getting benefit of free tuition, books, uniforms, free tuition fees, food, health check up.

In Crèche there are 26 kids of 2-5 years given with food, care, cloths, medical check up which is manned by two Caregivers one of whom has offered the big hut room for use as crèche. Book bank is filled with unused old books donated by local people. The Synergy Vocational School started with tailoring unit engaged in making school uniforms thus a saving is set aside to meet operational cost. 7 adolescents is getting tailoring training one of whom has learnt well and bought sewing machine at home to meet local needs as well as plan to save money for self and for family. A 20 members team from Cambodia and Vietnam visited WBVHA in Lalgola including in Crèche and all other activities.

Our Projects

- [AIDS Control Program](#)
- [THE SCHOOL PROJECT OF WBVHA](#)
- [Arsenic Mitigation Project](#)
- [ASHA](#)

THE SCHOOL PROJECT OF WBVHA « West Bengal Voluntary Health Association

- [Corporate Health](#)
- [Disaster Preparedness Response](#)
- [DRUG DE-ADDICTION /CONTROL PRO-GRAM-SEBAYAN](#)
- [Elderly Care](#)
- [Health Education & Communication](#)
- [HIV/AIDS PREVENTION AMONG THE INJECTING DRUG USER AT CHANGRBANDHA AND ADJECENT AREAS OF COOCHBEHAR AND JALPAIGURI DISTRICTS](#)
- [HOME BASED CARE FOR PLWHA OF SILIGURI & DARJEELING](#)
- [School Toilet](#)
- [INTEGRATED COUNSELING TESTING CENTRE](#)
- [Mother & Child Health Education](#)
- [SOUTH 24 PARGANAS HEALTH FORUM](#)
- [Other](#)
- [Plantation of Medicinal Tree](#)
- [BASIC HEALTH CARE & SUPPORT](#)
- [Reproductive Child Health Program](#)
- [KOLKATA BOOK FAIR](#)
- [STD/HIV/AIDS TARGETTED INTERVENTION PROGRAMME AMONG THE FLYING SEX WORKERS](#)
- [Tobacco Control Program](#)
- [Training Program](#)
- [Tsunami Relief / Rehabilitation](#)
- [Tube well / IGP / SHG Capacity](#)
- [Media](#)

Show/Hide Footer Actions

your message

All Rights Reserved

MODx Hosting

La Crise, une réponse solidaire > Fonda

La Crise, une réponse solidaire

par Jean-Baptiste de Foucauld, paru dans La tribune fonda n° 195, La crise, février 2009

(pour imprimer cet article télécharger le document ci-contre)

L'existence des déséquilibres de notre société et du monde n'est pas une nouveauté. Mais on prend conscience à l'occasion de cette crise de leur ampleur. Le basculement vient de la finance, alors qu'on aurait plutôt pensé qu'il serait exprimé dans une forte violence sociale. Nous pouvons d'ailleurs nous interroger sur les raisons qui font qu'actuellement elle n'est pas plus importante. La crise est d'abord financière car nous avons voulu faire du « social » par ce biais. C'est la faiblesse du système redistributif américain qui a conduit à la création de ces fameux produits financiers qui se sont retournés contre tout le monde.

Sur la question environnementale, des permis d'émissions alloués en fonction de la population conduiront certains à être en excédent et d'autres en déficit favorisant une redistribution au plan international. Jean-Baptiste de Foucauld évoque aussi l'idée d'instituer un « droit au réseau », qui est devenu un élément majeur de la vie moderne, par un prélèvement sur le revenu.

La mise en œuvre de ces transformations nécessaires est complexe, car elle implique des qualités morales de leadership très importantes. Face à la crise, nous avons trois réponses possibles :

- une réponse individualiste qui passe par un réaménagement de la société pour que les agencements individuels redonnent une productivité collective ;
- une réponse autoritaire, qui bien que non encore esquissée, peut venir rapidement ;
- et enfin une réponse solidaire.

Aujourd'hui, nous recherchons une réponse réglementaire, qui fait l'économie des enjeux abordés lors du conseil d'administration, qui ne donne pas sens à l'action individuelle et collective. Il nous faut aussi prendre en considération les nouvelles formes de violence qui pourraient émerger. La lecture du livre du comité invisible, le groupe de jeunes militants soupçonnés d'avoir effectué les sabotages envers la Sncf, est intéressante de ce point de vue. Si toute société a besoin de l'expression d'une radicalité, il semble bien que nous sommes là face à quelque chose de nouveau. Ils affirment leur volonté de s'organiser et la fin de la représentation politique. Le divorce semble devenu total entre la politique et le politique, laissant apparaître une société de non retour.

La réponse est donc nécessairement solidaire, ce qui implique une prise de parole du mouvement associatif pour peu qu'il dépasse son individualisme. Il faut aussi trouver des convergences avec l'économie sociale et solidaire.

Il faut donc essayer de porter ces trois idées de sobriété, de créativité et de solidarité, revendiquer davantage de redistribution et travailler pour remettre en cause notre individualisme, sans toutefois tomber dans l'autoritarisme. Alors que les banquiers refusent d'abandonner leur bonus et d'ainsi préser-

La Crise, une réponse solidaire > Fonda

ver l'emploi, alors que les partis politiques restent focalisés sur le pouvoir d'achat, une responsabilité nouvelle pèse sur les associations. De nouvelles formes de mobilisation sociale doivent émerger pour nous permettre de passer d'un monde de la quantité à celui de la qualité.

(Synthèse d'une intervention orale réalisée par la Fonda.)

Forum sur abonnement

Pour participer à ce forum, vous devez vous enregistrer au préalable. Merci d'indiquer ci-dessous l'identifiant personnel qui vous a été fourni. Si vous n'êtes pas enregistré, vous devez vous inscrire.

[Connexion](#) | [s'inscrire](#) | [mot de passe oublié ?](#)

Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire aux Lacs de l'Essonne, l'agglomération s'engage

Creuset de valeurs démocratiques, distincte de l'entrepreneuriat traditionnel, l'ESS figure spécifiquement parmi les politiques publiques de la communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne. «L'autre économie» est clairement identifiée comme un tiers secteur déterminant, pour booster la création d'activités et d'emplois durables. Une priorité première est affirmée : la reprise et la transformation d'entreprises. Parmi les outils de promotion de l'EES, un socle d'actions vise en outre à soutenir, structurer, rendre palpable et opératoire le développement local de l'ESS.

Ressources Solidaires et Les Lacs de l'Essonne s'associent pour valoriser l'ESS, amplifier son développement local, son potentiel d'innovation sociale et d'emplois. Ressources Solidaires accompagne la volonté des Lacs de l'Essonne, de promouvoir et soutenir cette autre économie, en apportant son expertise sur les domaines de l'emploi et des réseaux de l'ESS, en participant, notamment, au Forum de la réussite citoyenne, au Mois de l'économie sociale et en animant une page internet dédiée au territoire.

«Nous avons pour objectif commun, le renforcement des actions de sensibilisation, la diffusion d'informations et d'offres d'emplois dans le champ de l'ESS» explique Cécile Garret, chef de projet ESS des Lacs de l'Essonne.

« Parce que Ressources Solidaires est immergée quotidiennement dans les réseaux et les problématiques d'emploi, elle saura apporter son regard expert sur l'emploi dans l'ESS. » souligne Guillaume Chocteau, délégué général de l'association.

Vous pouvez retrouver et faire remonter l'information de l'ESS des Lacs de l'Essonne sur la [page des Lacs de l'Essonne](#).

L'économie Sociale et Solidaire regroupe l'ensemble des associations, des coopératives, des mutuelles et des fondations, fonctionnant sur les principes d'égalité des personnes (1 personne 1 voix), de solidarité entre les membres et d'indépendance économique. Les chiffres clefs en Île-de-France : 25 690 entreprises (6,7 % des entreprises régionales), 31 620 établissements employeurs (7,1 % des établissements employeurs régionaux), 380 395 salariés (7 % des salariés de la région) pour 320 636 ETP (Source : Insee, CLAP 2009 / Traitement : [Observatoire régional de l'ESS IDF](#))

« Dans les temps de crise, on est amenés à inventer de nouvelles solutions »



Envoyer

- Votre adresse email
- Destinataire :
- Texte de votre message :

Interview - Lancer des « contributions-temps » sur le modèle des travaux d'intérêt général, rompre le cercle vicieux de la croissance soutenue par la dette, miser sur la transition écologique et la redynamisation des territoires... Face à la crise, voilà quelques-unes des idées enthousiastes du philosophe Patrick Viveret. Entretien.

Covoiturage, troc, bricolage... Ces innovations sont positives pour la société mais pas pour le produit intérieur brut français. Comment sortir de ce paradoxe ?

Cela confirme que notre société n'est pas capable de mesurer et percevoir ses vraies richesses. L'outil actuel de mesure de la richesse, le produit intérieur brut (PIB), a deux inconvénients. D'une part, il prend en compte des flux monétaires et financiers qui sont des nuisances et, d'autre part, il ne tient pas compte des vraies richesses. Ainsi, le covoiturage ou la prévention sanitaire réduisent le PIB. Alors qu'une intervention chirurgicale lourde ou des achats massifs de véhicules neufs vont le faire augmenter. Il faut changer cet outil de mesure – qui nous emmène dans la mauvaise direction – et mener un vaste audit des richesses réelles.

Comment conduire un tel audit ?

Il faut revenir au sens premier du mot bénéfice, qui veut dire bienfait, avant de vouloir dire profit. Plus concrètement, on doit commencer par exploiter un certain nombre de données déjà existantes. Je pense par exemple aux indicateurs de santé sociale, aux bilans carbone, à l'outil d'empreinte écologique, à celui de « budget-temps » édité par l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) ou encore aux différentes enquêtes de santé... En ayant de meilleures informations sur les richesses réelles, on pourrait favoriser les activités bénéfiques via l'incitation fiscale, et faire l'inverse pour les activités nuisibles. Cela reviendrait à bâtir un vaste système de bonus-malus à l'échelle européenne, pour donner à nouveau du sens à l'économie.

Pourtant, ces dernières semaines, l'Union européenne a mis l'accent sur la réduction de sa dette et semble parier nettement sur l'austérité...

Une partie de l'Europe, avec l'Allemagne, mise actuellement sur une politique de monnaie rare et d'austérité, risquant de mener à une déflation. Cette austérité est l'inverse de la sobriété qu'il faudrait rechercher. Là où la sobriété vise à limiter les excès et les gaspillages, l'austérité détruit nos richesses, comme la santé ou l'éducation. J'aime l'image du prix Nobel d'économie Paul Krugman, qui compare nos programmes d'austérité – menés pour ces nouveaux dieux courroucés que sont les marchés financiers – à ces sacrifices humains pratiqués par les Mayas pour apaiser la colère du dieu Soleil ! Les résultats sont tout aussi édifiants.

« Dans les temps de crise, on est amenés à inventer de nouvelles solutions »

Ce message est-il audible en situation d'urgence, alors que trois pays européens ont dû faire appel à l'Europe pour renflouer leurs caisses ?

L'Europe se trompe de priorités. Elle répète les erreurs faites au début de la crise financière, en 2008, aux Etats-Unis, où l'on a utilisé l'argent public, non pour sauver les ménages américains à la rue mais pour rembourser les banques qui – via les CDS (1) – avaient parié sur la faillite de ces ménages et sur celle de l'assureur AIG. L'Europe fait encore tout pour sauver ses banques, mais ces sauvetages ne bénéficient pas aux gens, et des milliers d'Européens basculent encore dans la misère. Or, on ne peut garantir un minimum pour tous si l'on accorde un soutien inconditionnel à certains mastodontes. Il y a en Europe des centaines de milliers d'êtres humains qui voudraient travailler et d'énormes besoins et manques auxquels il faudrait subvenir. C'est ce lien entre ces deux besoins essentiels que l'on doit retrouver.

Jusqu'à aujourd'hui, le chômage ne baisse que lorsque le PIB augmente, et vice versa. Quelles solutions préconisez-vous ?

Je tiens à rappeler un chiffre. Entre 1820 et 1960, dans le monde, la productivité a doublé. Entre 1960 et aujourd'hui, elle a été multipliée par cinq ! Mais, au lieu de bénéficier à tous, cette énorme accélération s'est traduite par un chômage de masse, tant et si bien que la durée effective du travail ne cesse de baisser en France, en Allemagne, en Espagne... Il faudrait désormais cesser de penser que le temps, c'est de l'argent. L'argent n'est qu'un sous-ensemble du temps, il n'est que la mobilisation du temps de travail humain. Il faudrait revenir à la possibilité d'échanger du temps, notamment dans le cadre d'un service civique intergénérationnel. L'Etat pourrait également accepter des « contributions-temps » venant des personnes qui ne peuvent régler certaines sommes, comme il accepte déjà des travaux d'intérêt général dans un cadre punitif. C'est un projet qui

permet de réduire les inégalités, puisqu'une journée dure vingt-quatre heures pour tout le monde, que l'on soit riche ou pauvre !

Face à l'échec des dirigeants européens, les solutions peuvent-elle, selon vous, venir des régions en crise ?

C'est en effet dans les moments de crise que l'on est amenés à inventer de nouvelles solutions. Ainsi, c'est dans les années 1930 que les maires ont commencé à mettre en place des monnaies sociales. Aujourd'hui, leur émergence nouvelle – notamment à Toulouse, où le « sol-violette » est un succès – montre qu'elles sont une réponse contre l'économie spéculative, et qu'elles permettent de retrouver l'économie réelle. Les Pays-de-la-Loire ont déjà commencé à tenter de mettre en œuvre un audit de leurs propres richesses réelles. Il faut partir de ces initiatives locales pour passer à une échelle bien plus ambitieuse.

Elle a en tout cas une fenêtre de possibilité pour recentrer en profondeur sa politique économique. Il faut rompre le cercle vicieux des délocalisations, des inégalités sociales et de la croissance soutenue par la dette, en misant sur la soutenabilité écologique et la redynamisation des territoires. La future banque publique d'investissement annoncée par François Hollande pourrait prendre la responsabilité de ce virage, en réalisant l'audit des richesses réelles et en supervisant le développement de monnaies sociales. Il faudra en tout cas articuler ces projets avec des approches plus classiques, à commencer par une lutte effective contre les paradis fiscaux. Le scandale de l'évasion fiscale coûte au moins 200 milliards d'euros par an à l'Europe. L'indignation sur ce sujet est internationale, les dirigeants du G20 ont reconnu le problème mais, pour l'instant, rien de sérieux n'a été fait.

« Dans les temps de crise, on est amenés à inventer de nouvelles solutions »

Avez-vous eu des contacts avec le gouvernement à ce sujet ?

Certains membres sont sensibles à ces solutions. Arnaud Montebourg, le nouveau ministre du Redressement productif, s'est penché sur l'idée d'un audit des richesses réelles. En temps que maire, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a soutenu un projet de monnaie sociale à Nantes, sur le modèle du WIR en Suisse (une monnaie complémentaire interentreprises, ndlr). Ce sont des signaux encourageants. —

2009 Anime le Fair (Forum pour d'autres indicateurs de richesse)

2011 Publie *De la convivialité* (ouvrage collectif, La Découverte)

(1) Les « Credit default swap » ou CDS sont des contrats d'assurance. Ceux qui les contractent payent une somme annuelle à l'institution qui les émet, qui, en contrepartie, s'engage à leur verser une prime en cas de faillite de la société ou de l'Etat concerné. Souci : on peut contracter des CDS sans détenir d'actions ou d'obligations de ces entreprises ou de bons du Trésor de ces Etats – comme si l'on s'assurait pour une maison que l'on n'a pas – et on peut les acheter ou les revendre à tout instant. Tous les ingrédients d'un joli cocktail spéculatif !

En dates

1948 Naissance

1972 Professeur de philosophie et proche du Parti socialiste unifié, il dirige *Tribune socialiste*, puis fonde la revue *Faire*

1990 Entre à la Cour des comptes comme conseiller référendaire

2001 Chargé de piloter la mission « Nouveaux facteurs de richesse », qui accouchera du livre *Reconsidérer la richesse* (Editions de l'Aube, 2004)

2005 Publie *Pourquoi ça ne va pas plus mal ?* (Fayard)

La coopérative, un modèle viable

Les Nations-Unies ont déclaré 2012 « Année internationale des coopératives ». Elles remontent à 1844, année où les tisserands de la petite ville de Rochdale en Angleterre ouvrirent le premier magasin coopératif. Depuis, ce mouvement s'est étendu dans le monde entier, basé sur la solidarité et non sur la compétition. **Robin Murray**

Le nombre d'événements climatiques extrêmes a triplé depuis 1980. On peut faire un parallèle avec ce qui arrive à nos sociétés. Tout comme les tornades, les inondations et les orages balaient tout sur leur passage, maisons, routes, villes, ces trente dernières années ont été le témoin de l'érosion des piliers qui assuraient à la société du début du XXe siècle une certaine stabilité.

Du solide au liquide

Il n'est pas simplement question des attaques sur l'Etat providence et la solidarité sociale. Mais de l'affaiblissement de ce qui forgeait les valeurs et fournissait des repères pour les relations sociales. Elles sont aujourd'hui moins stables, incertaines, et éclatées. Le sociologue polonais Zygmunt Bauman décrivait ce phénomène comme la mutation de la modernité « solide » à la modernité « liquide ».

Au cœur de cette mutation se trouve une économie toujours plus rapide et plus liquide. Les flux d'argent se communiquent aujourd'hui d'un bout à l'autre du globe en quelques millisecondes. Les cycles des modes sont plus courts. La montée et la chute des entreprises est plus rapide, leur localisation plus fluide. Sur le marché du travail, le temps partiel, les contrats de courte durée, les intérimaires, sont des formes de travail d'un nouveau précarité instable. Aujourd'hui, 300 000 passagers se trouvent au bord d'un avion au-dessus des Etats-Unis à tout moment. Le nombre mondial de passagers annuels a atteint le milliard.

Cette liquidité mondiale a été dénommée par Karl Polanyi « l'utopie de marché », un mode de pensée qui sépare la société et l'économie. Cette idéologie est devenue mondiale. Les idées de libre-échange faisant originellement partie de la critique des Lumières sur l'absolutisme foncier au XVIIIe siècle ont été dévoyées pour servir le nouvel absolutisme des multinationales. Ces institutions que plus de 100 ans de politique active ont mis en place pour contenir ou diriger la force du marché ont été démantelées une à une : un démantèlement opéré au nom de la liberté et l'efficacité. Mais le résultat est la liberté de quelques-uns et une efficacité qui menace de se retourner contre les peuples et la planète.

Naissance du mouvement coopératif

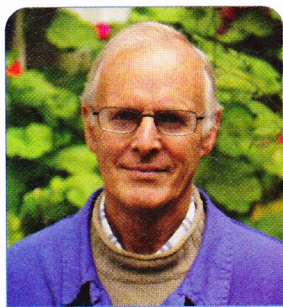
Le mouvement coopératif s'appuie sur d'autres valeurs.

Il s'est développé dans les années 1840 pour contrer les idées d'utopie mercantile. C'est un mouvement fondé par ceux que le marché avait déjà mis de côté. Le mouvement coopératif « Equitables pionniers » de la ville britannique de Rochdale par exemple a rejeté le capitalisme et a ouvert son premier magasin en 1844. Dans l'esprit de ces fondateurs, la coopérative agirait dans l'intérêt de chacun de ses membres.

Les principes et structures mis au point par les tisserands de Rochdale inspirèrent le mouvement coopératif au XIXe siècle. Il valorise ce que le capitalisme a mis de côté : un engagement pour les lieux de vie et les communautés, le désir d'un travail autonome et ayant du sens, le ré-enchâssement de l'économie dans les valeurs sociales et environnementales.

Dans le monde actuel, ces coopératives sont des microcosmes d'une économie plus stable et résiliente. Les magasins coopératifs par exemple n'investissent pas leurs bénéfices en s'étendant sur le territoire couvert par une autre coopérative mais en proposant des services plus variés à ses membres.

J'ai accompagné récemment un groupe de coopérateurs de Corée pour visiter la coopérative de Midcounties qui va d'Oxford à Swindon, en passant par Gloucester et Worcester. Nous nous sommes arrêtés au magasin de Chipping Norton fondé en 1869 par des tisserands et qui est toujours le plus grand magasin d'alimentation de la ville. En dépit du succès de ses débuts, il est toujours resté local. Les travailleurs ont ouvert une boulangerie et d'autres commerces locaux dont un magasin de tissus d'ameublement. Ils ont acheté des fermes pour cultiver leur nourriture et ont construit des rues entières de maisons bon marché pour y loger leurs membres.



Robin Murray
est cofondateur de la compagnie de commerce équitable Twin trading et membre associé des Co-operatives UK, fédération de coopératives fondée au Royaume-Uni en 1870.



Face à la compétition des supermarchés, ils ont fusionné avec les coopératives voisines pour former Midcounties. Les fermes n'existent plus, mais la société soutient les producteurs locaux. La coopérative possède des pharmacies et des sociétés de funérailles, a ouvert 70 bureaux de poste et un réseau de coopérative de puériculture. Il y a un an, Midcounties a investi localement en mettant sur pied une coopérative dans l'énergie qui achète de l'électricité d'un parc éolien et d'autres sources d'énergie renouvelables pour fournir de l'énergie à un tarif raisonnable et stable. Des îles Anglo-normandes aux îles Shetland, de Lincoln à Ipswich et la côte sud, il existe des coopératives de vente analogues, qui se tiennent dans leurs limites et investissent leur bénéfices localement.

Les coopératives de travailleurs œuvrent de façon analogue. Elles ne ferment pas pour aller dans des régions où le travail est moins cher ou les impôts moins élevés. Elles s'engagent pour leurs membres et pour les lieux où elles ont ouvert. Idem pour les agriculteurs, les banques de crédit, les coopératives immobilières et les communautés foncières.

Au Japon, des femmes ont fondé l'Union coopérative des consommateurs de Club de Seikatsu, une fédération de 30 coopératives de consommateurs. Elle réunit des petits groupes de 10 à 20 personnes et compte 300 000 membres. Ces femmes disent qu'il faut « agir depuis chez soi ». Le slogan du Club est « le contrôle autonome de nos vies ». C'est, je crois, la recherche d'une maîtrise de nos destins qui explique le regain d'intérêt pour les coopératives. Citons également le commerce équitable, les usines récupérées par les travailleurs en Argentine après la crise économique qui a secoué ce pays en 2001.

En Grande-Bretagne, des coopératives pour la protection sociale et les écoles ont été fondées afin de récupérer les services publics qui sont en train de passer au secteur privé. La croissance des écoles coopératives est frappante. Il en existe 200 gérées par les parents, les enseignants et le personnel employé.

Conditions de la réussite

Les conditions pour la réussite de ces coopératives ? Elles fonctionnent mieux lorsque les membres y ont un intérêt important et le sentiment que leur voix compte. Elles sont plus efficaces lorsqu'elles gardent une taille réduite ou lorsqu'elles créent des unités plus larges à partir d'un consortium de plusieurs d'entre elles. Elles doivent savoir s'appuyer sur les compétences administratives et techniques de leurs membres et aussi sur leur créativité. Sans ces conditions, les coopératives peuvent s'éloigner de leurs membres. Elles peuvent se corrompre en raison de leur taille et ressembler aux multinationales qu'elles sont censées concurrencer. La coopérative est la condition pour le « Swaraj » - auto-gouvernance - selon l'expression de Gandhi.

Les coopératives se soucient également de l'équité entre leurs membres. Suma, une coopérative alimentaire basée dans le Yorkshire attribue la même paie à ses 50 membres. D'autres comme le collectif de coopératives Mondragon en pays basque espagnol ont établi un ratio maximum entre le plus faible et le plus important salaire : soit de 1 à 9 sur ses 220

coopératives. Mais au sein d'une même coopérative, le ratio moyen est généralement de 1 à 4.

La plupart des coopératives développent leur propre « Etat-providence » et fournissent assurances et pensions de retraite. Le Club Seikatsu gère des crèches et services aux personnes âgées. Des coopératives agricoles ont leurs cliniques et financent les écoles. Et puis, les problèmes écologiques ont été à récemment à l'origine de la création de nouvelles coopératives. Le recyclage, l'énergie...

Comment trouver un équilibre au milieu de tous ces objectifs ? Midcounties essaye de le faire par la discussion. Ses buts principaux sont le commerce équitable et local, les investissements énergétiques. Les salariés ont droit à trois jours travaillés pour se porter volontaires dans un secteur d'économie sociale.

Le capital est comme le loup d'Homère : insatiable, il a besoin de s'étendre pour continuer à vivre. Avec le travail qui utilise le capital et non l'inverse, les coopératives brisent le cercle vicieux. C'est pour cela que le principe central « une personne, un vote », indépendant du capital investi, est si révolutionnaire. Dans les coopératives productives et de services, l'argent doit servir et non asservir.

Les banques coopératives

Que dire alors des banques coopératives ? Voilà une facette extraordinaire de cette histoire. Elles sont nées au début du XIXe siècle en Allemagne pour ceux que le système bancaire avait mis de côté. Elles recevaient les économies des petits paysans, des artisans des commerçants et les prêtaient à ceux qui en avaient besoin localement. Il y en a aujourd'hui 100 avec 13 000 filiales. Avec un réseau analogue de 420 banques municipales, elles représentent la majorité des banques allemandes des petits commerces et explique le rôle clef des petites et moyennes entreprises dans la résilience économique de l'Allemagne. Elles ont réussi là où ont échoué les législateurs financiers, c'est-à-dire à la mise en place d'un système bancaire qui soutienne la production et non qui la parasite.

Parce que leurs fonds sont restés à l'écart des vicissitudes des marchés internationaux, les banques coopératives allemandes ainsi que celles d'autres pays d'Europe, ont survécu à la tempête de ces quatre dernières années. Dans son rapport sur la stabilité du système financier allemand (*Germany. Financial System Stability Assessment, juin 2011*), le FMI les a même reconnues comme les banques allemandes les plus solides, même si les économistes ont du mal à renoncer à l'idée que l'efficacité ne devrait pas être seulement mesurée à l'aune du profit ou que des banques puissent placer leur actifs non comme un capital à maximiser mais comme des ressources pour le bien des générations présentes et à venir.

Les coopératives ont expérimenté un système collaboratif. Nous n'en sommes plus à nous féliciter de leur survie. Car elles sont prospères. De nouvelles se créent. Pour reprendre les mots de la poétesse Alice Oswald, elles font pousser de nouvelles feuilles dans les bois. ■

Pour le FMI,
les banques
coopératives
allemandes sont
les banques les
plus solides



Temps de vivre, lien social et vie locale

Voilà une excellente synthèse d'Alice Médigue sur la « désappropriation » du monde imposée par la société industrielle dans tous les domaines, suivie de pistes d'alternatives pour « une société à taille humaine », basée sur la simplicité volontaire. L'argumentation s'appuie sur une ample bibliographie. A. Médigue, *Temps de vivre, lien social et vie locale*, Editions Yves Michel, 2012, 237 p.

allAfrica.com: Africa: The Media and Food Prices

July 23, 2012 — Short- and long-term factors—such as climate change, the growth of commodities futures markets, and changing levels of grain stocks—contribute to rising food prices. A new tool by the International Food Policy Research Institute (IFPRI) developed in collaboration with Sophic Systems Alliance Inc.® (Sophic Intelligence TM), analyzes daily media coverage to examine the extent to which current expectations regarding food prices, agricultural markets, and food stocks may also impact food prices and increase price volatility.

The Food Security Media Analysis System is a tool that scans international media outlets to identify the factors and events that the media consider to have an impact on food prices. These results can then be compared to other variables, such as global agricultural production and food stocks, to determine if media coverage is consistent with these other variables or if it is in fact contributing to an information gap.

The tool is based on the premise that a major factor contributing to food-price spikes may be a global lack of information or a prevalence of misinformation regarding global agricultural markets and food stocks. The lack of factual information regarding global production and stocks can lead governments across the globe to engage in panic buying that serves to further drive up prices.

This phenomenon occurred during the Russian wildfires of 2010, when the country banned the export of wheat to prevent a domestic shortage. Despite the fact that global stocks at that time could support reduced exports from Russia, futures returns for wheat showed several days of price volatility. It seems clear that the information provided by the

media, and thus the expectations set regarding current food-security scenarios, can play a role in rising food prices and price volatility.

The tool utilizes Sophic Intelligence to generate daily Wiki reports and heatmaps that track terms and phrases found in global food- and commodity-related news articles that may influence global commodity price volatility and food security. The heatmaps show the relationships between events that affect food and commodity prices in countries around the world.

«The Food Security Media Analysis System provides valuable daily intelligence that will allow us to more accurately measure market expectations as well as the influence of press articles on current commodity price fluctuations,» said Maximo Torero, IFPRI's Markets, Trade, and Institutions Division Director. «It can assist with analyzing the cause and effect of commodity-related articles in the global press.»

To access the Food Security Media Analysis System, visit: <http://www.foodsecurityportal.org/policy-analysis-tools/food-security-media-analysis-foma>

Copyright © 2012 International Food Policy Research Institute. All rights reserved. Distributed by AllAfrica Global Media ([allAfrica.com](http://allafrica.com)). To contact the copyright holder directly for corrections — or for permission to republish or make other authorized use of this material, [click here](#).

allAfrica.com: African Countries Need More Food-Security Policies, UNDP Says

Washington — Sub-Saharan Africa can free itself from pervasive food insecurity and reliance on food aid if it adopts new policies, according to a report from the United Nations Development Programme.

While the region has experienced widespread economic growth in recent years, many of the gains have not led to improved food security, UNDP said in its first African Human Development Report: Toward a Food Secure Future. It said new policies are needed to help smallholder farmers produce more food, improve the nutrition of the food, increase capacity to cope with shocks of weather changes and conflict, and expand empowerment of women and rural poor.

The report was discussed July 20 at a meeting of food aid officials and aid workers at the Brookings Institution, a Washington-based think tank.

Senior Brookings fellow Mwangi Kimenyi said the problem of sub-Saharan Africa's food insecurity is exacerbated by major challenges posed by the international food system. He said that although food prices have been stable since the price spikes of 2007 and 2008, prices could increase again as the result of drought during 2012 in major food-growing areas of the United States. In addition, sub-Saharan Africa's population is growing (it is expected to double by 2015), demand by consumers in emerging economies for meat is growing, and there is increased use of crops to make biofuel, he said.

The report says there also are positive factors in the region that could benefit its food security. «Sub-Saharan Africa has the knowledge, the technology and

the means to end hunger. But still missing have been the political will and dedication,» the report says.

The report states that irrigation and providing farmers with better market access are long-term challenges for sub-Saharan Africa. «When farmers can transport their surpluses quickly and cheaply to points of sale or storage, they have incentives to increase production,» it says.

At the meeting, Beth Dunford, who works on the Feed the Future initiative at the U.S. Agency for International Development (USAID), said policy changes must be accompanied by more private-sector investment. «Public-sector investment is not enough,» she said.

She touted the U.S. initiative announced at a meeting of the Chicago Council on Foreign Affairs in May, just before a meeting in Maryland of the heads of the G8 group of advanced economies. The New Alliance for Food Security and Nutrition is a \$3 billion commitment by the G8 plus 21 African and 27 multinational companies to lift 50 million people in Africa out of poverty by 2022. New agricultural investments resulting from the agreement will span all areas of agriculture, including irrigation, crop protection, financing and infrastructure.

«Africa's economic growth, with agriculture as a strong driver, is creating substantial new business opportunities and the rate of return on foreign investment in Africa is higher than in any other developing region,» USAID said in a May 18 fact sheet.

«The private sector can increase food availability by not only increasing investment in production but also by linking smallholder farmers to broader

allAfrica.com: African Countries Need More Food-Security Policies, UNDP Says

markets and creating incentives for innovation that improve productivity,» it said.

For more information, see the Feed the Future website and the USAID fact sheet on the New Alliance for Food Security and Nutrition.

[Copyright](#) © 2012 United States Department of State. All rights reserved. Distributed by AllAfrica Global Media (allafrica.com). To contact the copyright holder directly for corrections — or for permission to republish or make other authorized use of this material, [click here](#).

allAfrica.com: Africa: Rio Summit Keeps African Hopes Alive



By Kingsley Ighobor, 1 August 2012

African expectations were high for the United Nations Conference on Sustainable Development, the biggest UN summit ever. The conference, held in Rio de Janeiro, Brazil, in June, was «too important to fail,» said UN Secretary-General Ban Ki-moon at the outset.

Under the theme of «The Future We Want,» many of the 100 heads of state and more than 40,000 participants demanded ambitious and measurable outcomes to address sustainability issues such as the «green economy,» climate change and so on. Yet when it was over, the «Rio+20» summit, as it was commonly called, left a heated debate over whether those goals had been met.

For African delegates, the general view was that while the continent did not come away with a basketful of goodies, it also did not leave with empty hands. Izabella Teixeira, Brazil's environment minister, noted that not everyone was going to be happy with the result. Negotiating with 193 nations to agree on consensus outcomes would inevitably be a grinding task, she said. Some arguments will prevail, some will not.

Africa's preparations for Rio+20 began with a meeting of its environment ministers in Ethiopia in October 2011. There they hammered out a detailed consensus statement that was later adopted by the African Union. Africa anchored its case on two broad principles: that the continent is making serious efforts towards sustainable development and that the world should recognize and support those efforts.

African position

The 14-page statement presented many positions, including a call for a stronger, independent and well financed UN Environment Programme (UNEP), which is based in Nairobi, Kenya. UNEP should have «secure, stable, additional and predictable financing to fulfil its mandate,» argued the African statement. Even though the Rio outcome document gave few specifics on strengthening UNEP, delegates nevertheless agreed that the programme needs bolstering.

Africa also asked developed countries to allocate 0.7 per cent of their gross national product (GNP) as aid to developing countries and canvassed for «equitable, durable and development-oriented solutions to debt problems.»

At the summit, the coordinator of African negotiators, Macharia Kamau of Kenya, said that «the ability of African countries to implement agreements on sustainable development is only possible if they are empowered with the resources and means to undertake development that will protect biodiversity and not lead to climate change.» There was no concrete commitment on this, although further talks are planned in the future.

Refocused attention

South African President Jacob Zuma, who was very active in Rio, said that the «outcomes have refocused the attention of the world leaders to the daunting challenges of addressing global poverty, inequality and the deteriorating state of the environment.»

Sunita Narain, an Indian environmentalist, went as far as to call the Rio outcome document a «vic-

allAfrica.com: Africa: Rio Summit Keeps African Hopes Alive

tory for the developing world ... because it reiterates the principle of common but differentiated responsibilities and respective capabilities.» That terminology relates to a shared vision for combating climate change based upon each country's social and economic capacities.

Ms. Narain also noted that the summit «did not dismantle the framework of justice and equity in global negotiations.» She thus alluded to the successful effort by developing countries, especially India, China and those in Africa, to push back a proposal by the rich countries to set targets and timetables towards a «green economy.» Such targets, developing countries feared, could have led to trade restrictions or other sanctions if they did not move quickly enough. Instead, the outcome document states that each country will move at its own pace.

Commitments

African negotiators, especially from South Africa, wanted specific commitments on Sustainable Development Goals (SDGs), which are expected to replace the Millennium Development Goals after their expiration in 2015. The delegates agreed to constitute by next year a 30-member working group under the UN General Assembly to report on such global SDGs. In addition, there will be an intergovernmental process, supervised by the General Assembly, that by 2014 will recommend ways to finance a sustainability strategy.

«The formulation of the SDGs, and their interface with the post-2015 development agenda, will be one of the most important follow-up actions initiated by the Rio+20 summit,» argues Martin Khor, executive director of the South Centre, a Switzerland-based organization of developing country governments. «At least the world has agreed to continue to promote sustainable development,» adds Manish Bapna, acting president of the World Resources Institute, a US-based environmental think tank.

Business and civil society

In contrast to the gradual approach seemingly favoured by governments, it appears that businesses, non-governmental organizations (NGOs), civil society groups, universities and others are revving up momentum. The UN reports that, together with governments, such groups made about 700 voluntary commitments during the summit, totalling more than \$500 billion. Of that amount, \$50 billion will be used for an initiative by the UN Secretary-General to achieve universal access to sustainable energy by 2030.

Bindu Lohani, vice-president of the Asian Development Bank, reminded delegates that eight development banks will invest \$175 billion in sustainable transport in developing countries.

José María Figueres, former president of Costa Rica, said, «Those who have failed you, Mr. Sha, are the governments, not the CEOs, not the NGOs.» He was referring to Sha Zukang, who headed the conference secretariat and is UN under-secretary-general for economic and social affairs.

A recent survey of 3,000 business leaders by the MIT Sloan Management Review and the Boston Consulting Group found that 70 per cent are incorporating sustainability into their business strategy. The survey reported that many companies in Africa plan to increase their sustainability commitments. And more organizations are cutting greenhouse gas emissions and protecting biodiversity.

Summit participants also pledged to plant 100 million trees by 2017, empower 5,000 women entrepreneurs in green economy businesses in Africa and annually recycle 800,000 tonnes of polyvinyl chloride, a commonly used plastic.

allAfrica.com: Africa: Rio Summit Keeps African Hopes Alive

Hard to measure

While some African leaders remain hopeful, the Africa Progress Panel, a group of eminent individuals headed by former UN Secretary-General Kofi Annan, believes that the conference commitments were too vague: «The lack of commitment to defined and measurable sustainable development goals at the Rio+20 summit is a profoundly disturbing outcome. We have an obligation to the world's poorest and most vulnerable people, who bear the brunt of the global ecological crisis.»

Others believe the conference did not adequately reflect a number of positive developments around the world. «Just look at Germany's shift to clean energy,» notes Mr. Bapna, «Niger's efforts to re-green its landscape or Rio's just-launched bus rapid transit system.»

There is no doubt that the conference did not meet everyone's expectations. Yet many elements in the outcome document satisfied some African delegates. The next challenge is for world leaders, businesses and NGOs to come through on their promises. «The speeches are over. Now the work begins,» said Mr. Ban. «Rio+20 has affirmed fundamental principles - renewed essential commitments - and given us new direction.»

Copyright © 2012 Africa Renewal. All rights reserved. Distributed by AllAfrica Global Media (allafrica.com). To contact the copyright holder directly for corrections — or for permission to republish or make other authorized use of this material, [click here](#).

<http://allafrica.com/stories/201207250350.html>



Déclaration de Bukit Tinggi

Réforme agraire, défense de la terre et des territoires au 21^e siècle

14 juillet 2012

Du 10 au 15 juillet, nous nous réunissons ici a Bukit Tinggi, dans le Sumatra Occidental, en Indonésie, pour l'atelier et le séminaire international sur "La réforme agraire, la défense de la terre et des territoires au 21^e siècle : défi et avenir," organisé par La Via Campesina et la Campagne globale pour la réforme agraire, dans un contexte international d'Etat d'urgence causé par les multiples crises de l'alimentation, du climat, de la finance, de la pauvreté et du chômage. Nous évaluons nos stratégies et les leçons tirées d'au moins deux décennies de lutte pour la réforme agraire, la défense de la terre et des territoires de nos peuples.

Le dernier flot d'accaparements de terre partout dans le monde rend notre analyse encore plus urgente. Comme le signalent l'Appel de Dakar et la Déclaration de Nyéléni contre l'accaparement de terre, ce phénomène international est promu par les élites de concert avec des investisseurs locaux, nationaux et internationaux, et les gouvernements, dans le but de contrôler les ressources les plus précieuses.

Depuis la fondation de La Via Campesina et le lancement de la Campagne globale pour la réforme agraire nous avons connu de nombreux succès d'importance et le monde a aussi connu de grands changements. Parmi ceux-ci soulignons la transnationalisation des capitaux de financement et la marchandisation de la nature qui en découle. Ceci a déchaîné un

immense flux de capitaux vers les industries d'extraction, l'agriculture industrielle, la pêche, les agrocarburants, les plantations forestières, les projets touristiques et le développement d'infrastructure à grande échelle. De plus, sous le faux prétexte de résoudre la crise climatique, les financiers du 21^e siècle ont créé des économies « bleues » et « vertes », ce qui signifie en réalité la marchandisation des forêts, de l'air, des mers, et même du cycle de la vie elle-même. Ceci mène à ce que nous appelons « l'accaparement vert » ou « l'accaparement bleu ».

Ces soi-disant « investissements » ne sont rien de plus que le vol des territoires des peuples indigènes, des paysans et des paysannes, des pêcheurs, des éleveurs et d'autres communautés locales. Nos Etats et nos élites ont joué un rôle central dans ce vol. Ce sont eux qui ont cédé notre héritage collectif pour des bénéfices personnels, en connivence avec les entreprises transnationales.

Cependant, les changements ne se sont pas uniquement produits dans le monde qui nous entoure. Nous avons aussi évolué dans notre lutte, grâce aux échanges entre cultures, grâce à nos processus, nos victoires et nos échecs, ainsi que la diversité de nos peuples. C'est pour cela qu'au cours de ces derniers jours, nous nous sommes réunis pour réfléchir et pour réactualiser nos visions et nos concepts pour la lutte pour la réforme agraire, la défense de la terre et des territoires. Nous avons commencé à soulever des éléments clé d'une nouvelle vision de la réforme agraire et de la souveraineté des peuples sur leurs territoires. Ceux-ci comprennent :

- Les paysans, les paysannes et la production agricole familiale jouent le premier rôle dans le développement de la souveraineté alimentaire.
- Une coexistence harmonieuse basée sur une solidarité mutuelle entre peuples ruraux, y compris entre paysans, pêcheurs, et peuples indigènes, aussi bien hommes que femmes.
- Le besoin d'élargir nos alliances pour inclure d'autres peuples menacés actuellement par les mêmes phénomènes, par exemple les habitants des villes qui risquent l'appauvrissement et l'expulsion pour faire place à la spéculation immobilière ; les peuples qui vivent sous occupation militaire ; les consommateurs qui font face à des prix toujours plus élevés pour des aliments dont la qualité ne fait qu'empirer ; les communautés expulsées par les industries d'extraction ; et les travailleurs ruraux et urbains.
- Le besoin de renforcer l'auto-détermination tout en construisant notre autonomie pour l'auto-gouvernance de nos ressources communautaires.
- L'approfondissement et le développement du leadership des femmes dans la lutte pour la terre et la défense des territoires, ainsi que dans nos mouvements.
- Eviter de répéter les erreurs de la Révolution verte et prendre soin de la Terre Mère avec l'emploi de pratiques de production agroécologiques.
- Donner la priorité à la lutte des jeunes pour l'accès à la terre en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que dans les Etats du Sud, tout en reconstruisant les économies rurales pour

éviter que les jeunes ne soient obligés d'émigrer.

- Le besoin de construire de nouvelles alliances et de développer de nouvelles tactiques de solidarité et de protection contre la criminalisation croissante de ceux et celles qui défendent leurs territoires.

- La reconnaissance du rôle fondamental des mouvements sociaux dans les récentes réformes agraires menées par l'Etat et exécutées avec différents degrés de succès dans divers pays, comme le Zimbabwe, le Venezuela, ou Cuba.

En entamant ce processus de réflexion et de revitalisation de notre lutte, nous réaffirmons notre engagement pour les droits des peuples à la terre et au territoire, pour le développement de la souveraineté alimentaire, ainsi que notre engagement à prendre soin de la Terre Mère. La nouvelle réforme agraire devrait être un pilier fondamental non seulement dans le développement de la souveraineté alimentaire, mais aussi de la transformation démocratique de la société pour développer de nouvelles civilisations qui éradiqueront la faim et la pauvreté, respecteront et protégeront la Terre mère.

Globalisons la lutte !

Globalisons l'espoir !

La Via Campesina

Campagne globale pour la réforme agraire

Avec des alliés dans 26 pays en Asie, en Afrique, en Amérique du Nord, en Amérique Latine et en Europe

Moderniser les politiques agricoles en les refondant sur la souveraineté alimentaire

Accéder à toutes les Publications : [Alimentation et Société](#), [Cancers et alimentation](#), [Obésité : le corps sous pressions](#) ; [Le consommateur, l'alimentation et le développement durable](#) et [Lutte contre la faim : analyses, décryptages, leviers d'action](#). Des conférences-débats, tables rondes, points de vue et analyses afin de mieux cerner les problématiques sociétales liées au devenir de l'alimentation. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les publications « l'Alimentation en question dans «Ça ne mange pas de pain !» (anciennement «Le Plateau du J'Go»). Les actes de l'émission de la Mission Agrobiosciences sur l'actualité de Alimentation-Société diffusée sur Radio Mon Païs (90.1), les 3ème mardi (17h30-18h30) et mercredi (13h-14h) de chaque mois. Revues de presse et des livres, interviews et tables rondes avec des économistes, des agronomes, des toxicologues, des historiens... mais aussi des producteurs et des cuisiniers. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

Accéder à toutes les publications de la Mission Agrobiosciences sur [la Méditerranée : repères sur les enjeux agricoles et alimentaires, analyses géopolitiques](#). Editées par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les publications « [Agriculture et société](#) » et [Politique agricole commune : des publications pour mieux comprendre les ajustements successifs et les enjeux à l'horizon 2013](#). Des conférences-débats, tables rondes, points de vue et analyses afin de mieux cerner les problématiques sociétales liées au devenir de l'agriculture. Edités par le magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à tous les Entretiens et Publications : «OGM et Progrès en Débat» Des points de vue transdisciplinaires... pour contribuer au débat démocratique. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les publications : [Sur les relations entre l'homme et l'animal](#) Pour mieux comprendre le sens du terme bien-être animal et décrypter les nouveaux enjeux des relations entre l'homme et l'animal. Avec les points de vue de Robert Dantzer, Jocelyne Porcher, François Lachapelle... Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

Accéder à toutes les Publications : «[Sciences-Société-Décision Publique](#)» de la Conversation de Midi-Pyrénées. Une expérience pilote d'échanges transdisciplinaires pour éclairer et mieux raisonner, par l'échange, les situations de blocages « Science et Société » et contribuer à l'éclairage de la décision publique. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les Publications : [Science et Lycéens](#). Les cahiers de l'Université des Lycéens, moment de rencontres entre des chercheurs de haut niveau, des lycéens et leurs enseignants. Des publications pédagogiques, agrémentées d'images et de références pour aller plus loin, qui retracent la conférence du chercheur et les questions des lycéens. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

Accéder à toutes publications [Histoires de...](#) » - Histoire de plantes (gui, luzerne, betterave...), de races animales, de produits (foie gras, gariguettes...) pour découvrir leur origine humaine et technique et donc

Moderniser les politiques agricoles en les refondant sur la souveraineté alimentaire

mieux saisir ces objets. Editées par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes nos publications sur les [Produits de terroir, appellations d'origine et indications géographiques](#). Pour tout savoir de l'avenir de ces produits, saisir les enjeux et les marges de manoeuvre possibles dans le cadre de la globalisation des marchés et des négociations au plan international. Mais aussi des repères sur les différents labels et appellations existants. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les Publications : [L'agriculture et les bioénergies](#). Depuis 2005, nos articles, synthèses de débats, revues de presse, sélections d'ouvrages et de dossiers concernant les biocarburants, les agromatériaux, la chimie verte ou encore l'épuisement des ressources fossiles... Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les publications. [Sur l'eau et ses enjeux](#). De la simple goutte perlant au robinet aux projets de grands barrages, d'irrigations en terres sèches... les turbulences scientifiques, techniques, médiatiques et politiques du précieux liquide. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder aux [Carnets de Voyages de Jean-Claude Flamant](#). De Budapest à Alger, en passant par la Turquie ou Saratov en Russie, le regard singulier d'un chercheur buissonnier en quête de sens. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

ACCEDER A LA TOTALITE DE LA
REVUE DE PRESSE DE LA MISSION
AGROBIOSCIENCES

RECEVOIR GRATUITEMENT LA LETTRE
ELECTRONIQUE DE LA MISSION
AGROBIOSCIENCES

World in Serious Trouble on Food Front : TreeHugger



[Michael Dorausch/CC BY-SA 2.0](#)

In the early spring of 2012, U.S. farmers were on their way to planting some 96 million acres in corn, the most in 75 years. A warm early spring got the crop off to a great start. [Analysts](#) were predicting the largest corn harvest on record.

The United States is the leading producer and exporter of corn, the world's feedgrain. At home, corn accounts for four-fifths of the U.S. grain harvest. Internationally, the U.S. corn crop exceeds China's rice and wheat harvests combined. Among the big three grains – corn, wheat, and rice – corn is now the leader, with production well above that of wheat and nearly double that of rice.

The corn plant is as sensitive as it is productive. Thirsty and fast-growing, it is vulnerable to both extreme heat and drought. At elevated temperatures, the corn plant, which is normally so productive, goes into thermal shock.

As spring turned into summer, the thermometer began to rise across the Corn Belt. In St. Louis, Mis-

souri, in the southern Corn Belt, the temperature in late June and early July climbed to 100 degrees Fahrenheit or higher 10 days in a row. For the past several weeks, the Corn Belt has been blanketed with dehydrating heat.

[Weekly drought maps](#) published by the University of Nebraska show the drought-stricken area spreading across more and more of the country until, by mid-July, it engulfed virtually the entire Corn Belt. Soil moisture readings in the Corn Belt are now among the lowest ever recorded.

While temperature, rainfall, and drought serve as indirect indicators of crop growing conditions, each week the U.S. Department of Agriculture releases a [report](#) on the actual state of the corn crop. This year the early reports were promising. On May 21st, 77 percent of the U.S. corn crop was rated as good to excellent. The following week the share of the crop in this category dropped to 72 percent. Over the next eight weeks, it dropped to 26 percent, one of the lowest ratings on record. The other 74 percent is rated very poor to fair. And the crop is still deteriorating.

Over a span of weeks, we have seen how the more extreme weather events that come with climate change can affect food security. Since the beginning of June, corn prices have increased by nearly one half, reaching an all-time high on July 19th.

Although the world was hoping for a good U.S. harvest to replenish dangerously low grain stocks, this is no longer in the cards. World carryover stocks of grain will fall further at the end of this crop year, making the food situation even more precarious.

World in Serious Trouble on Food Front : TreeHugger

Food prices, already elevated, will follow the price of corn upward, quite possibly to record highs.

Not only is the current food situation deteriorating, but so is the global food system itself. We saw early signs of the unraveling in 2008 following an abrupt doubling of world grain prices. As world food prices climbed, exporting countries began restricting grain exports to keep their domestic food prices down. In response, governments of importing countries panicked. Some of them turned to buying or leasing land in other countries on which to produce food for themselves.

Welcome to the new geopolitics of food scarcity. As food supplies tighten, we are moving into a new food era, one in which it is every country for itself.

The world is in serious trouble on the food front. But there is little evidence that political leaders have yet grasped the magnitude of what is happening. The progress in reducing hunger in recent decades has been reversed. Unless we move quickly to adopt new population, energy, and water policies, the goal of eradicating hunger will remain just that.

Time is running out. The world may be much closer to an unmanageable food shortage – replete with soaring food prices, spreading food unrest, and ultimately political instability – than most people realize.

NOTE: This piece originally appeared in The Guardian on Tuesday, July 24, 2012.

*Lester R. Brown is President of Earth Policy Institute and author of **Full Planet, Empty Plates: The New Geopolitics of Food Scarcity** (release date: October 1, 2012). Check our website in August for more details on how to pre-order the book. Data and additional resources at <http://www.earth-policy.org>.*

allAfrica.com: Africa: Visionary African Plant Breeders Tackle Issue of Better and More Available Seed for Farmers

Nairobi — Over 100 African crop breeding experts including World Food Prize laureate Gebesa Ejeta are meeting in Nairobi this week to discuss how to meet smallholder farmers' need for high performing and high impact seed varieties.

«In Africa, farmers have largely not benefited from improved seeds due to a lack of localized crop breeding and efficient, dependable seed delivery system. And so crop yields in most of Africa have remained one-third of those produced by farmers in other developing regions of the world. Good seed is not just the driving force behind good harvests and eliminating poverty and hunger, it's the foundation for rapid economic growth,» said Jane Karuku, AGRA president.

Speaking during the event, Gebesa Ejeta, World Food Prize laureate, elaborated, «I believe that global food security is the biggest challenge that the world needs to address now and the science of plant breeding is a critical component in that agenda.»

«In a country like Ethiopia, farming technology has hardly improved with farmers using outdated farming practices that do not increase their yields or impact on their livelihoods significantly. For farmers to improve their livelihoods and increase their income we need to see simple science available to people, like improved seeds. If we do not get our act together the continent will be left behind,» Gebesa Ejeta.

The first step towards farmers accessing simple science is ensuring that farmers have access to improved seeds. This has been a major challenge across Africa, with seed companies not able to meet the

demand by farmers, resulting to farmer turning to their grains as seeds.

AGRA's own seed program has begun to address some of these challenges successfully with the majority of farmers targeted accessing the new seed reporting dramatic increases in their harvests. As a result of AGRA's support to many partners, an additional 40,000 MT per annum of hybrid seed, representing 1/3 of the commercially produced seed in Africa, is now reaching smallholder farmers. These seeds have been produced by 60 small, African-owned seed companies launched with capital and strengthened by AGRA - a 100% increase in the number of such companies. In terms of food production, this means an additional 4 million MT of staple crops per annum. AGRA's experts believe that the tipping point to food security with respect to improved seeds is 500,000 MT per annum of high yielding, improved crop varieties.

«So far, AGRA programs have supported the development of almost 400 new seed varieties and the commercialisation of over 200. The challenge now is how to address the gap between the released varieties and the commercialized. If we can get this right we'll be able to make lasting impact on the lives of millions of smallholders in Africa,» said Joe Devries, director of AGRA's seed program.

Note to editors:

About the Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)

AGRA is a dynamic partnership working across the African continent to help millions of small-scale farmers and their families lift themselves out of poverty and hunger. AGRA programmes develop practical solutions to significantly boost farm productivity

allAfrica.com: Africa: Visionary African Plant Breeders Tackle Issue of Better and More Available Seed for Farmers

and incomes for the poor while safeguarding the environment. AGRA advocates for policies that support its work across all key aspects of the African agricultural value chain –from seeds, soil health and water to markets and agricultural education.

AGRA's Board of Directors is chaired by Kofi A Annan, former Secretary-General of the United Nations. Mrs Jane Karuku, is AGRA's president. With support from The Rockefeller Foundation, the Bill & Melinda Gates Foundation, the UK's Department for International Development and other donors, AGRA works across sub-Saharan Africa and maintains offices in Nairobi, Kenya, and Accra, Ghana.

For media inquiries contact

Sylvia Mwachuli

Tel: +254.20.3750.627

Mobile: +254.736.880.620

smwachuli@agra-alliance.org

Linda Odhiambo

Tel: 254 20 3750.627

Mobile: 254 736 68 68 99

lodhiambo@agra-alliance.org

Copyright © 2012 Alliance for a Green Revolution in Africa. All rights reserved. Distributed by AllAfrica Global Media ([allAfrica.com](http://allafrica.com)). To contact the copyright holder directly for corrections — or for permission to republish or make other authorized use of this material, [click here](#).

Flambée des matières premières : les filières animales durement touchées (Snia) - Actualités

Le Syndicat national de l'industrie de la nutrition animale (Snia) s'inquiète lundi dans un communiqué de « la flambée spéculative des matières premières ».

Depuis janvier 2012, les différents événements climatiques dans les hémisphères Nord et Sud ont entraîné une hausse, forte et régulière, des cours des matières premières depuis sept mois. Elle s'est brutalement accélérée depuis le début de juillet : +106 € la tonne pour le tourteau de soja (Montoir) en l'espace de deux semaines alors que le prix du blé atteint 270 € la tonne le 20 juillet 2012 sur Euronext.

« La rapidité de cette hausse est extrêmement inquiétante pour les productions animales et tous les maillons qui en dépendent, en amont ou en aval. Elle a pour origine une spéculation organisée alors que les conditions de culture au sein de l'Union européenne se sont révélées bonnes, avec de très bons niveaux de rendements et des inquiétudes sur la qualité des céréales qui s'éloignent, estime le Snia. Les fabricants d'aliments, en période de fin de couverture, ne sont pas en capacité d'absorber cette hausse. La répercussion sur le prix de l'aliment est inévitable et l'augmentation se chiffre à plusieurs dizaines d'euros par tonne. »

La profession est particulièrement préoccupée par « la catastrophe économique qui menace les éleveurs et les entreprises de la nutrition animale si la situation perdure », explique le Snia.

Il appelle la grande distribution et tous les débouchés des produits d'élevage à « reconnaître la nouvelle donne du marché des produits animaux et à relever sans délai leurs prix de reprise ».

Le Snia demande aux pouvoirs publics de « réagir et de prendre au plus vite les mesures qui permettront de limiter l'impact de ces hausses spéculatives et de venir en aide aux filières animales, aujourd'hui en graves difficultés ».

F.V.

Céréales : Oxfam estime les agrocarburants responsables de la flambée des prix - Actualités

Oxfam France dénonce « l'impact sur la sécurité alimentaire mondiale des politiques de soutien aux agrocarburants dans les grands pays producteurs de céréales. La sécheresse exceptionnelle ne saurait expliquer à elle seule l'envolée des prix alimentaire mondiaux ».

Les Etats-Unis sont le premier producteur mondial de maïs et de soja, le premier exportateur de blé. Face à la sécheresse exceptionnelle qu'a connue la Corn Belt ces dernières semaines, les cours des céréales se sont envolés à la Bourse de Chicago, puis sur l'ensemble des marchés mondiaux.

« Ce choc climatique confirme un peu plus une tendance de fond : le prix des denrées alimentaires, et en particulier des céréales et des oléagineux, a tendance à augmenter constamment depuis plusieurs années, précise le communiqué. Des pics vertigineux peuvent conduire, comme en 2008, à des émeutes de la faim dans les pays les plus vulnérables en termes de sécurité alimentaire. »

Pour Oxfam France, « dans un contexte de dérèglement climatique mondial et d'augmentation globale de la demande alimentaire, les politiques de soutien aux agrocarburants jouent un rôle décisif dans cette tendance à la hausse des prix alimentaires ».

Clara Jamart, d'Oxfam France, explique : « En Europe comme aux Etats-Unis, une part croissante de la production agricole est destinée au marché énergétique, via les agrocarburants. 40 % du maïs américain est ainsi aujourd'hui destiné à la production d'agrocarburant. Cette politique entraîne une tension de plus en plus forte sur l'offre alimentaire et tire les prix mondiaux des produits alimentaires vers des sommets. »

« Les grandes puissances de ce monde, au premier rang desquelles l'Union européenne et les Etats-Unis, doivent mettre fin aux politiques de quotas d'incorporation d'agrocarburants dans les carburants traditionnels, ainsi qu'aux politiques fiscales qui soutiennent la production et la consommation d'agrocarburants. »

« La spéculation excessive sur les marchés alimentaires mondiaux amplifie encore la volatilité des prix des denrées alimentaires de base comme les céréales. Les pratiques spéculatives sur les marchés de produits dérivés de matières premières doivent impérativement être mieux régulées », estime l'association internationale.

F.V.

Redressement productif : le Sénat veut favoriser la coopération (rapport) - Actualités

Les coopératives agricoles françaises, un modèle de développement économique ? Dans un contexte de financiarisation de l'économie, les coopératives sont « un atout pour le redressement économique » et « un pilier de l'économie sociale et solidaire », explique le groupe de travail du Sénat sur l'économie sociale et solidaire (créé le 22 février) dans son rapport sur la coopération en France, adopté à l'unanimité le 25 juillet 2012 par la commission des affaires économiques du Sénat.

« L'économie sociale et solidaire fait figure de potentiel alternatif, a expliqué Marc Daunis (PS – Paca), président du groupe de travail. Par leur existence et leur aptitude à se développer, les entreprises sociales et solidaires prouvent que la recherche individualiste du profit n'est pas seul motif susceptible de nourrir l'esprit d'entreprise et la création de richesses ».

C'est pourquoi la commission du Sénat veut encourager leur développement par les pouvoirs publics. Après avoir auditionné une trentaine d'acteurs du monde coopératif, le rapport propose des mesures concrètes pour les Scop, les coopératives bancaires, celles d'habitat ou d'enseignement. Les sénateurs espèrent qu'elles seront reprises dans les prochaines semaines dans la loi de finances et dans les lois en préparation dans les ministères d'Arnault Montebourg (Redressement productif) et Benoît Hamon (délégué à l'Economie solidaire).

Malgré leur poids dans l'économie (80 milliards d'euros de chiffre d'affaires, filiales comprises), les coopératives agricoles sont peu concernées par ce rapport. « Elles fonctionnent plutôt bien malgré quelques cas où l'esprit coopératif s'est oublié dans la technocratie », a souligné Gérard Le Cam (Communiste – Côtes-d'Armor) « Elles ne demandent pas de changement structurel de leurs statuts », se défend Marie-Noëlle Lienemann, rapporteur (PS – Ile-de-France).

Le rapport insiste tout de même sur la nécessité de préserver leur régime fiscal, « qui ne constitue pas un cadeau fiscal mais une juste prise en compte par le législateur des contraintes propres au financement de ces entreprises » et de contrôler « avec plus de discernement » les concentrations dans ce secteur afin que les coopératives françaises ne se voient plus imposer par le régulateur national des contraintes plus fortes que leurs concurrentes européennes. « L'autorité de la concurrence française est parfois plus bruxelloise que Bruxelles », a raillé la sénatrice.

Le rapport propose aussi de renforcer les circuits-courts en permettant le maintien de coopératives de consommateurs dans les zones où le commerce de proximité est menacé.

A.De.

Santé et protection animales : les actions marquantes de la Direction générale de l'alimentation en 2011 - Actualités

Dans son rapport d'activité, la DGAL (Direction générale de l'alimentation du ministère de l'Agriculture) passe en revue ses actions menées au cours de l'année 2011.

Dans le domaine de la santé et de la protection animale, elle détaille en particulier quelques faits marquants :

- Encadrement renforcé de l'abattage rituel sans étourdissement. « Afin de permettre un meilleur respect des règles relatives à la protection des animaux », la DGAL a préparé en 2011 des textes « qui disposent que l'abattoir doit obtenir une autorisation spécifique avant de réaliser ce type d'abattage ». Cette autorisation est « subordonnée à l'existence d'une commande réelle et à des conditions de fonctionnement dans le respect de la protection des animaux et de l'hygiène ». La publication des textes a été avancée de juillet à mars 2012, à la suite de la polémique lancée par Marine Le Pen en pleine campagne présidentielle.

- Mise aux normes des cages pour les poules pondeuses. La DGAL a défini un plan d'action visant au respect de l'échéance fixée au 1^{er} janvier 2012. Elle a également suivi l'évolution de cette mise aux normes.

- Adaptation des textes sur les actes vétérinaires. Deux ordonnances publiées le 20 janvier et le 22 juillet 2011 (dont la rédaction a été pilotée par la DGAL) rénovent le cadre législatif de l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux. « Leurs dispositions permettent de reconnaître l'éleveur comme infirmier de son élevage et de reconnaître deux nouvelles professions : les ostéopathes animaliers non vétérinaires et les dentistes équins non vétérinaires. » Les textes d'application de la première ordonnance (publiés le 5 octobre 2011) permettent de fixer les conditions de formation qui permettent aux éleveurs et aux techniciens d'élevage de réaliser certains actes de médecine des animaux listés par arrêté.

- Création d'une plate-forme nationale de surveillance épidémiologique. Son lancement date du 20 octobre 2011, avec l'adoption d'une feuille de route pour 2012. Cette plate-forme a pour mission de participer à l'élaboration et l'amélioration des dispositifs et des programmes de surveillance. Ses priorités d'action sont la tuberculose bovine, l'influenza aviaire et porcine, les maladies des abeilles, etc.

- D'autres actions, telles que la révision de la réglementation relative aux sous-produits animaux et les plans de surveillance des résidus et des contaminants, ont également été menées tout au long de l'année.

Santé et protection animales : les actions marquantes de la Direction générale de l'alimentation en 2011 - Actualités

Téléchargez le [rapport d'activité de la DGAL](#) (partie relative à la santé et à la protection animales).

http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/sante-et-protection-animales-les-actions-marquantes-de-la-direction-generale-de-l-alimentation-

Pour une autre PAC » Actualités de France » Stéphane Le Foll annonce un comité de suivi de la réforme de la PAC

Le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF), a annoncé la mise en place d'un comité de suivi de la réforme de la PAC.

A la veille de négociations qui s'annoncent longues et difficiles sur le budget de l'Union Européenne et sur la PAC, le ministre Stéphane Le Foll souhaite une concertation avec les acteurs concernés.

Les discussions communautaires ont pourtant bien avancé sous la Présidence Danoise, au moment où le nouveau Gouvernement s'installait en France.

Stéphane Le Foll a pourtant envoyé [un message controversé](#) à l'occasion des réunions du Conseil des ministres de l'agriculture des 18 juin portant sur le développement rural.

Lors de la [réunion du Conseil du 16 juillet](#) consacrée à les outils de gestion des risques, le message qu'a fait passé le ministre a également illustré l'absence de position claire de la part de la France.

La première réunion est programmée le 7 septembre 2012. A priori ce comité sera composé des membres du conseil supérieur d'orientation de l'agriculture (CSO), élargi aux représentants des Régions ainsi qu'à des organisations de la société civile.

Cette première réunion servira à informer les parties prenantes sur l'état de la négociation communautaire et d'avoir un échange avec le ministre et l'administration sur les priorités de la réforme de la PAC. Des groupes de travail thématiques devraient être installés en ce sens (organisation des marchés, paiements directs, développement rural...).

Politiques agricoles



Syndicat pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

23 juil 2012

La Confédération paysanne se mobilise pour la PAC et va se joindre aux caravanes européennes « Good Food, Good Farming » convergeant le 19 septembre à Bruxelles. Elle portera haut et fort ses revendications pour une nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) basée sur la souveraineté alimentaire. La première revendication que nous porterons : l'emploi agricole.

Le bilan de la PAC, pour l'emploi et le revenu paysan, est très négatif : baisse du revenu, agrandissement des exploitations, aggravation des disparités et forte régression de l'emploi paysan. Ceci est le résultat d'un système de répartition des aides mis en place dans cet objectif, au nom de la « modernisation de l'agriculture et de l'obtention de gains de productivité ». L'essentiel des aides a été réparti en fonction des volumes produits dans un premier temps, et aujourd'hui en fonction du nombre d'hectares et d'animaux présents sur les exploitations, ce qui, mécaniquement, ne peut qu'entraîner la destruction de l'emploi paysan.

La revendication première de la Confédération paysanne est la promotion et l'amélioration de l'emploi, avec l'objectif d'atteindre 1 million de paysans. Pour maintenir des fermes nombreuses ainsi qu'une activité agricole diversifiée sur les territoires, la PAC doit privilégier une répartition plus juste et plus légitime des aides, basées, non pas sur les hectares,

mais sur les actifs. Cette redistribution des aides passe par :

- une convergence nationale pour un rééquilibrage et une meilleure équité des aides,
- une dégressivité forte et volontariste des aides par actif, avec des seuils définis au niveau de chaque état (en France, une dégressivité à partir de 25 000 € du total des aides sur le 1er pilier et un plafonnement à 45 000 €),
- une aide spécifique et significative aux petites fermes, définie au niveau de chaque état, reconnaissant leur rôle central dans l'économie des territoires et la multifonctionnalité de l'agriculture (en France, aide de 5000 € pour le premier actif et 2500 € pour le deuxième actif) sans exclusion des aides PAC.

La PAC doit lutter contre le développement des précarités, garantir le revenu et des conditions de travail soutenables pour les paysans, ainsi qu'à tous les travailleurs de l'activité agricole. La Confédération paysanne revendique la mise en place d'une « conditionnalité sociale » permettant une harmonisation, par le haut, des différentes réglementations du travail en Europe. Les aides PAC doivent garantir l'application effective des directives sur la santé et la sécurité des travailleurs dans l'agriculture.

Les propositions de réforme de la PAC ne sont pas à la hauteur de la crise sociale actuelle. Il nous faut une agriculture qui donne des perspectives d'avenir pour les jeunes ! Une PAC ambitieuse est nécessaire pour donner un métier d'utilité publique à nos enfants, dynamiser et repeupler nos territoires.

Politiques agricoles

Contact :

*Christian ROQUEIROL, Secrétaire national en charge
du dossier PAC, 06.72.68.45.40*

Philippe COLLIN, Porte-parole, 06.76.41.07.18

*Mathilde THERY, Relations presse, mthery@confe-
derationpaysanne.fr, 01.43.62.18.71*

- **Confédération Paysanne**

[courriel](#)

OGM : aucun risque, selon la conseillère scientifique de la Commission | Agriculture

Remettre sur le tapis le débat sur les OGM risque d'irriter les États qui ont mis en place certaines interdictions. C'est pourtant ce qu'a fait Anne Glover, conseillère scientifique principale de la Commission depuis le début de l'année. Pour elle, le principe de précaution n'est plus de rigueur.

« Il n'existe aucun cas concret d'impact négatif sur la santé humaine et animale ou sur l'environnement, a déclaré Mme Glover à EurActiv Bruxelles. C'est une preuve assez convaincante. J'irai donc jusqu'à dire que les OGM ne présentent pas plus de risques que les produits conventionnels ».

Cependant, la scientifique a voulu nuancer ses propos, en affirmant qu'elle ne faisait pas la promotion des cultures controversées. Dans tous les cas, manger comporte des risques, selon elle : « Nous oublions souvent que la plupart des plantes sont toxiques. Ce ne sont que la cuisson et les quantités que nous consommons qui les rendent comestibles. »

Raréfaction des ressources

Mme Glover a aussi adressé une pique aux États qui interdisent les OGM, en affirmant que les preuves scientifiques devraient jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques. « Je pense que nous pourrions vraiment avancer en Europe si nous obligeons les décideurs à se justifier lorsqu'ils rejettent une preuve », a-t-elle ajouté.

Elle estime nécessaire que les OGM et les autres avancées scientifiques soient exploités pour trouver des solutions à la raréfaction de l'énergie et des ressources, ainsi qu'à la concurrence qui règne en matière d'utilisation des terres.

« En utilisant nos terres pour produire des biocarburants, nous ne produisons pas d'aliments, ce qui signifie que nous devons intensifier la production alimentaire », a-t-elle expliqué.

Ancien professeur de biologie de l'Université d'Aberdeen, Anne Glover a également exercé la fonction de conseiller scientifique principal pour l'Écosse de 2006 à 2011.

Son rôle est d'appuyer les preuves scientifiques en exprimant ce que les acteurs de la scène politique et les fonctionnaires n'osent pas toujours dire. « Les preuves sur lesquelles je travaille sont indépendantes, elles ne changent pas en fonction des courants politiques. Et cela devrait rassurer la population. »

D'après Mme Glover, le sentiment de malaise qui entourait la question des cultures OGM dans les années 1980 et 1990 date de la génération précédente : « Nous avons progressé et les enjeux sont complètement différents aujourd'hui. »

Elle a défendu le principe de précaution, approprié lorsqu'il est correctement appliqué, avant d'ajouter : « Nous ne devrions pas [...] nous mettre des bâtons dans les roues en laissant les autres profiter de nos connaissances avant nous parce que nous sommes trop prudents. »

« Je m'inquiète à ce propos. La connaissance est une monnaie internationale et nous sommes parmi les plus lents à exploiter celle que nous créons. Cela ne peut pas fonctionner. »

OGM : aucun risque, selon la conseillère scientifique de la Commission | Agriculture

Attirer l'attention des adolescentes

Anne Glover a également fait l'éloge de la vidéo récemment diffusée par la Commission dans le cadre de sa campagne sur le rôle des femmes dans la science (« *Women in Science* »). Cette vidéo, qui montre de jeunes femmes mélangeant des produits chimiques pour créer des produits cosmétiques, a été retirée par la Commission après des plaintes selon lesquelles elle renforçait les stéréotypes sexistes.



« Je n'adhère pas forcément à l'idée que les jeunes filles pensent à porter des talons hauts et mettent du rouge à lèvres. Mais si c'est réellement ce qu'elles ont en tête, alors il serait idiot de l'ignorer, surtout en tant que publicitaire », a expliqué Mme Glover. Pour elle, les adolescents sont un groupe très difficile à atteindre, et elle s'est dite déçue des critiques émanant de scientifiques plus âgés et de femmes de son âge.

« Ces gens n'ont peut-être pas réfléchi au public cible de cette campagne. Ce n'était pas eux, mais des adolescentes. »

Mme Glover a également indiqué qu'elle envisageait de créer un nouveau réseau de représentants des scientifiques dans les États, afin de promouvoir

une communication scientifique plus ciblée dans le cadre de l'élaboration des politiques.

CONTEXTE

La Commission a proposé en juillet 2010 de permettre aux États d'interdire des cultures génétiquement modifiées, dans une tentative de débloquer la situation sur les OGM. Seules quelques variétés ont en effet été autorisées en plus de 12 ans.

La présidence danoise du Conseil de l'UE a récemment tenté de trouver un compromis, sans grand résultat.

À ce jour, sept pays de l'UE ont introduit des interdictions nationales « de précaution » sur la culture du maïs MON 810 de Monsanto qui résiste aux insectes : la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Grèce, la Hongrie et le Luxembourg.

En janvier dernier, l'entreprise allemande de biotechnologie BASF Plant Science a annoncé qu'elle déplaçait ses activités de recherches biotechnologiques sur les plantes de l'Allemagne vers les États-Unis et qu'elle cessait de développer des cultures OGM pour le marché européen.

RÉFORME DE LA PAC 2020 – Une chance pour la démocratie européenne • Goûtons un Monde Meilleur

Le 19 septembre, au Parlement européen de Bruxelles, en Belgique, l'organisation internationale Slow Food tiendra une conférence destinée à promouvoir le dialogue entre la société civile et les institutions européennes autour de la Politique agricole commune (PAC). Cette conférence offrira la possibilité d'un échange d'opinions ouvert entre la société civile et ses représentants politiques à un moment crucial du débat sur l'avenir de la PAC en apportant des messages nés aux quatre coins de l'Europe jusqu'aux couloirs des institutions européennes.

La conférence est organisée par Slow Food en partenariat avec ARC2020, sous le haut patronage du Président du Parlement européen, Martin Schulz. Elle accueillera plusieurs intervenants, du Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural Dacian Cioloș à Carlo Petrini, Président de Slow Food, ainsi que des organisations majeures de la société civile.

La conférence s'ouvrira à 15h00 et sera divisée en trois sessions :

- Session 1 : Discours d'ouverture et d'accueil
- Session 2 : La société civile : principales revendications et propositions concrètes
- Session 3 : La réforme de la PAC et la démocratie en Europe – Débat en plénière avec le Parlement européen

L'inscription à la conférence se fait par ce lien : www.slowfood.com/slowlife/pagine/eng/application/conferenza.lasso

Dans le même temps, Bruxelles accueillera l'étape finale de la « Good Food March », une initiative d'ARC2020, de Slow Food, du Réseau des Jeunes de Slow Food et de nombreuses autres organisa-

tions destinée à sensibiliser l'opinion publique aux thèmes abordés au cours de la conférence. Cette marche pour une bonne alimentation partira de Munich, en Allemagne, le 25 août et réunira des militants, des producteurs, des consommateurs et des jeunes de toute l'Union européenne. Pour plus d'informations au sujet de la Good Food March, rendez-vous sur le site : www.goodfoodmarch.eu

Ces dernières années, Slow Food a milité activement en faveur d'une PAC plus durable. L'association a créé une section de son site spécialement consacrée aux politiques européennes, Slow Europe (www.slowfood.com/slowlife), et a encouragé le débat sur l'avenir de l'agriculture européenne dans l'ensemble de 27 pays de l'UE où elle est présente par le biais de son réseau avec 625 conviviaux, 330 Sentinelles et près de 900 communautés de la nourriture de Terra Madre. Du 25 au 29 octobre à Turin, en Italie, Slow Food organisera la manifestation internationale Salone del Gusto et Terra Madre (www.salonedelgustoterramadre.slowfood.com). Les conférences et les rencontres mettront l'accent sur les politiques agricoles européennes ainsi que sur le rôle des jeunes <http://eventistore.slowfood.it/pagine/eng/store/evento.lasso?cod=CF01>

Communiqué de presse Slow Food

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? (annonce)

Moins caricaturalement, l'agriculture bio et de terroir a-t-elle le droit, dans les représentations actuelles, de faire appel aux avancées de la science et aux innovations technologiques ? Les agriculteurs se voient-ils accorder le droit de produire plus ? Comment prendre en compte leur désir de modernité sociale, voire d'urbanité ? Où sont les résistances au changement et les nouveaux conservatismes ? Quels sont les nouveaux profils de l'agriculteur moderne en Europe ?

Autant de questions qui ne sont pas sans interroger la place et les fonctions de l'agriculture dans nos sociétés, mais aussi le statut, les attentes et l'identité de ses acteurs.

LES 18èmes CONTROVERSES EUROPEENNES DE MARCIAC

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?

Avec la participation de **Stéphane LE FOLL**, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. De **Martin MALVY**, président du Conseil régional de Midi-Pyrénées, et de **Philippe MARTIN**, président du conseil général du Gers.

[Télécharger le programme des 18èmes Controverses européennes de Marciac](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3359)

MERCREDI 1er AOUT 2012

- ▶ 09H30/10H00. ACCUEIL
- ▶ 10H00/10H15. OUVERTURE
- ▶ 10H15/11H45. EN TOILE DE FOND

EN DIALOGUE

La crise de la modernité technique.

Hélène TORDJMAN, économiste au CEPN, Université Paris XIII

Et *L'agriculture et les agriculteurs sont-ils voués à la nostalgie ?*

Olivier ASSOULY, philosophe, responsable de la recherche à l'Institut français de la mode.

EXPOSES

L'agriculture et les sciences, un couple inavouable ?

Etienne HAINZELIN, agronome et docteur en sciences du végétal, directeur de la recherche et de la stratégie du CIRAD, professeur invité à la Faculté des sciences sociales d'Ottawa, « l'école du développement international et de la mondialisation ».

Et *L'agriculture a-t-elle déjà été moderne ?*

Gilles ALLAIRE, agronome et socio-économiste, directeur de recherche INRA.

▶ 11H40/ 11H50. **TEMOIGNAGE**

Les droits de l'agriculteur en questions...

Par un représentant du **Groupe local de réflexion** de la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers

▶ 11H50/12H30. **DEBAT**

▶ 12H45/14H15. **DEJEUNER**

▶ 14H30/16H00. **CERCLES D'ECHANGES**

« L'agriculture...et les agriculteurs ont-ils le droit d'être modernes ? »

Avec l'ensemble des participants et intervenants répartis en une dizaine de groupes de discussion.

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? (annonce)

► 16H00/16H30. **PAUSE**

► 16H30/17H30. **RESTITUTIONS** des cercles d'échanges

Avec les interventions de [Jean-Luc BENNAHMIAS](#), député européen, [Tomas GARCIA AZCARATE](#), fonctionnaire à la Commission européenne, **Jacques LOYAU**, Parlement européen, **Michèle MARIN**, président du Centre Inra Toulouse, **Marie-Hélène AUBERT**, conseillère à l'Elysée, et **Eric ANDRIEU**, député européen (France).

► 17H30/18H00. **RELECTURE**

Par **Estelle DELEAGE**, ingénieur agronome et sociologue, Université de CAEN

Et **REACTIONS** PAR LES INTERVENANTS de la matinée

► A partir de 18H30. **Hommage à Jean-Claude Flamant**

JEUDI 2 AOUT 2012

► 10H00/10H30. **DOCUMENTAIRE**

Comment s'exprimait la demande de modernité par les agriculteurs dans les années 1970 ? Un document proposé par la Cinémathèque du ministère de l'Agriculture et l'Agroalimentaire.

Commenté par **Jean-Marie GUILLOUX**, directeur de la Mission Agrobiosciences, et [Marc GAUCHEE](#).

► 10H30/10H50. **TEMOIGNAGES**

L'agriculture de conservation : une technicité désavouée.

Gérard RASS, Association pour la promotion d'une agriculture durable (APAD)

L'image de terroir et l'export

Par **Jean-Pierre GRANGE**, Producteurs Plaimont

► 10H55/11h55. **TABLE RONDE**

Qui sont les nouveaux conservateurs ?

[Jean-Jacques DELMAS](#), agriculteur, [François PUR-SEIGLE](#), sociologue, [Jean-Louis RASTOIN](#), agroéconomiste, [Arie VAN DEN BRAND](#), Président du Groupe de Bruges.

► 12H00/12H30. **DEBAT**

► 12H45/14H15. **DEJEUNER**

► 14H30/14H50. **TEMOIGNAGES**

La modernité, c'est la coopération !

Par **Dominique OLIVIER**, coopérative agricole SICASELI (Lot).

La modernité, c'est la rénovation des institutions

Par [Istvan Feher](#), ancien secrétaire d'Etat à l'agriculture et au développement rural (Hongrie)

► 14H50/15H40. **TABLE RONDE**

Quelles sont les nouvelles figures de l'agriculteur moderne en Europe ?

[Thomas LINES](#), économiste et consultant britannique ; **Bart VERHOEF**, agriculteur hollandais ; **Csaba SANDOR TABAJDI**, député européen (Hongrie) ; et [Raul COMPES](#), agronome et chercheur espagnol.

► 15H40/16H00. **DEBAT**

► 16H00/16H30. **TABLE RONDE**

La coopération européenne Nord/Sud : quelle modernité pour le développement agricole et

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? (annonce)

rural ?

[Omar BESSAOUD](#), agroéconomiste Ciheam/Iamm et [Jacques PRADE](#), DG Echo.

► 16H30/17H00. RELECTURE PAR DEUX GRANDS TEMOINS

[Patrick DENOUX](#), Professeur en psychologie interculturelle à l'Université d'Amiens et [Bertrand HERVIEU](#), sociologue, inspecteur général de l'agriculture.

► 17H00/17H45 – CONCLUSIONS

[Stéphane LE FOLL](#), ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

[Télécharger le programme des 18èmes Controverses européennes de Marciac](#)

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?
Les 18èmes Controverses européennes de Marciac

Les mercredi 1er et jeudi 2 août 2012, A Marciac (Gers)

PARTICIPATION sur inscription (bulletin ci-après).



Bulletin d'inscription aux 18èmes Controverses européennes de Marciac août 2012

Renseignements Lucie Gillot (Mission Agrobiosciences) Tél (33) 5 62 88 14 50. Fax : (33) 5 62 88 14 51 E-mail : [lucie\[@\]agrobiosciences.com](mailto:lucie[@]agrobiosciences.com)

suivantes :

« *L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?* »

« *Qu'est-ce qu'un agriculteur moderne ?* ».

Afin d'élargir la réflexion à l'ensemble des citoyens, la Mission Agrobiosciences lance un appel à contributions (max 2000 signes) qui seront publiées sur le magazine Web de la Mission Agrobiosciences et restituées lors de ces Controverses. [En savoir plus](#)

Les 18èmes Controverses européennes de Marciac sont co-organisées par la Mission Agrobiosciences et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers, avec le concours financier de la Région Midi-Pyrénées et du Conseil général du Gers.

En partenariat avec la Cinémathèque du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Jazz In Marciac et l'Office du Tourisme de Marciac.

Accéder aux [Actes des éditions précédentes](#)

► Appel à contributions autour des questions

En Inde, les bons principes de Michelin se dégonflent



Envoyer

- Votre adresse email
- Destinataire :
- Texte de votre message :

(L'usine de pneus en construction. Crédit photo : CCFD-Terre solidaire)

La multinationale française construit une usine en Inde. Mais le site choisi est une forêt qui fait vivre des milliers de personnes. Des organisations dénoncent une violation des droits d'une communauté d'Intouchables.

Engageant, le bonhomme Michelin, avec ses bourrelets rassurants et son gentil sourire. Alors quand il nous a proposé de discuter avec lui, sur [le site web de la multinationale](#) de pneumatiques, on n'a pas trop hésité avant de cliquer. Et on lui a posé une question certainement un peu sensible, parce qu'il a répondu... à côté. On lui a demandé comment il réagissait aux accusations de violations des droits de l'homme proférées contre lui par plusieurs défenseurs des droits. Bibendum, bien sympa mais pas fute-fute, nous a redirigés vers le [site internet de l'entreprise en Inde](#), où pas un mot ne figure sur cette gênante affaire. Le service presse de l'entreprise est lui aussi resté muet.

Avoir partout un comportement responsable

Le [CCFD-Terre Solidaire](#), l'[association Sherpa](#) de lutte contre les crimes économiques, la CGT et deux organisations indiennes (Sangam, association de villageois, et la Fédération pour les droits de la terre au Tamil Nadu) accusent l'entreprise française de violer les droits d'une communauté d'Intouchables, dans la région du [Tamil Nadu](#), dans le sud-est de l'Inde. C'est là que Michelin construit une de ses plus grandes usines de pneus.

Ces cinq organisations ont saisi mercredi le point de contact national (PCN) de l'Organisation de coopération et de développement économiques ([OCDE](#)), à Paris. Elles l'ont annoncé dans un [communiqué commun](#). Par cette saisine, le PCN - instance tripartite qui rassemble des représentants des ministères de l'Economie et du Travail, du Medef et des syndicats de salariés - va vérifier si les agissements de Michelin dans cette lointaine contrée respectent les [principes directeurs de l'OCDE](#), visant à encourager les multinationales des pays membres (dont la France) à avoir, partout où elles exercent leurs activités, un comportement responsable.

Une entreprise a priori irréprochable

A première vue, ça devrait être le cas de Michelin. L'entreprise s'est en effet engagée dès 2002 dans une démarche « [Performance et responsabilité](#) » et a signé la même année une charte (voir ci-dessous) dans laquelle elle insiste sur la responsabilité qui est la sienne « *du fait de [sa] présence commerciale et industrielle dans de très nombreux pays* ».

En Inde, les bons principes de Michelin se dégonflent



En voici quelques extraits : « *Nous considérons notre responsabilité de participer au développement économique des régions où nous sommes implantés, en aidant chaque fois que possible à la création d'emplois en dehors de notre entreprise.* » « *Nous souhaitons que notre activité contribue à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être, en particulier dans les pays en développement.* » De bien louables intentions. Alors pourquoi Michelin est-il l'objet de reproches ?

La construction de la plus grande usine de Michelin en Inde, près du village de Thervoy dans l'Etat du Tamil Nadu, a démarré en 2010, après que l'entreprise a passé un accord avec le gouvernement local en novembre 2009. Mais les quelque 450 hectares de terre mis à la disposition de l'entreprise par les autorités locales, sans concertation de la population avoisinante, sont situés au cœur d'une forêt collective qui abritait jusqu'ici des activités agricoles et pastorales, uniques moyens de subsistance des habitants du coin. « *Aujourd'hui, la forêt a disparu, ils ont tout rasé*, explique Antonio Manganella, chargé du plaidoyer responsabilité sociale des entreprises pour le CCFD-Terre solidaire. *De plus, sur les terrains loués par Michelin, se situent trois lacs naturels alimentés par les pluies de la mousson, et qui servent de réserve d'eau pour les villages alentour. L'un d'eux est déjà à sec.* »



Les habitants des villages alentour n'ont pas été consultés par l'entreprise ni les autorités sur le projet d'installation de l'usine. Crédit photo : CCFD-Terre solidaire

Plus qu'un moyen de subsistance, un mode de vie englouti

En tout, 19 villages sont directement concernés par la construction des infrastructures nécessaires au site : l'usine mais aussi les routes pour la relier aux grandes villes voisines et au port. Le village le plus touché à ce jour est celui de Thervoy, qui regroupe 1 500 familles – essentiellement des Intouchables de la communauté Dalit – et qui est à moins d'un kilomètre du site. « *Les habitants ont déjà vu leur production agricole baisser de moitié. Et ils récupèrent les eaux usées du chantier dans leurs cours d'eau. Ils ont perdu leur moyen de subsistance* (ils vendaient le surplus de leurs récoltes et s'assuraient un revenu correct, ndlr) *mais sont aussi en train de perdre leur mode de vie, lié à cette forêt qu'ils avaient boisée et entretenue pendant deux siècles* », ajoute Antonio Manganella, qui s'est rendu deux fois sur place.

Il précise que « *toute la zone est destinée à se transformer totalement car il est prévu de construire, à proximité de l'usine et pour les cadres qui vont y travailler, des logements, des centres sportifs et commerciaux* ». Il en conclut qu'« *il y a incompatibilité*

En Inde, les bons principes de Michelin se dégonflent

entre ces projets et le fait que les villages puissent perdurer ». « Les populations locales vont se retrouver sans autre choix que celui d'entrer dans la spirale maudite du déplacement vers les banlieues des villes. »

Michelin accusé de tirer les bénéfices des défaillances des autorités

Et ce malgré la forte mobilisation des habitants. Dès le départ, « ils ont mené des manifestations pacifiques et ont intenté plusieurs recours judiciaires contre l'Etat du Tamil Nadu », précise le communiqué associatif. En vain. Le site, sur lequel travaillent 4 000 personnes, continue inexorablement de sortir de terre. Et les manifestants pacifiques sont sévèrement réprimés par les autorités locales. Résultat : « Certains villageois qui ont été arrêtés se retrouvent aujourd'hui avec un casier judiciaire et ne pourront donc plus jamais exercer dans la fonction publique », ajoute le représentant du CCFD.

Alors il est vrai que ce n'est pas Michelin qui a directement violé les droits des habitants, puisqu'il a obtenu des autorités les permis de s'implanter sur ce lieu. Mais les organisations qui ont saisi le PCN de l'OCDE lui reprochent d'avoir tiré bénéfice des défaillances de l'Etat du Tamil Nadu en termes de respect des droits de l'homme, et de ne pas avoir évalué les impacts sociaux et environnementaux de la construction du site.

Exemplarité ici, relâchement là-bas ?

Certes, l'entreprise n'a jamais refusé de discuter avec les ONG au sujet de l'entreprise au Tamil Nadu. « Depuis qu'on a entamé les discussions en 2010, il ne nous ont jamais fermé la porte, mais ils font la sourde oreille à nos demandes de suspendre les travaux, de consulter les populations sur le projet et de réaliser un étude indépendante d'impact. Le but de Michelin

est de gagner du temps pour nous dire ensuite "on ne peut plus rien y faire, c'est trop tard" », estime Sandra Cossart, responsable du pôle RSE à Sherpa. Plutôt que de faire face au gros problème, l'entreprise présente sur son site les petits pansements qu'elle propose à la population, des formations pour devenir boulanger notamment.

Pour Sandra Cossart, « ce cas est emblématique du comportement des entreprises transnationales qui, loin de leur zone d'implantation mère, font moins d'efforts pour respecter les standards internationaux ». Elle espère que le PCN, qui a un an pour rendre sa décision, estimera que Michelin a violé les principes directeurs de l'OCDE, au premier rang desquels figure le respect des droits humains. Certes, cette décision ne serait pas contraignante. Néanmoins, « une réunion du PCN va au-delà du symbolique. C'est un instrument qui fait peur et peut faire bouger les entreprises. » Mais quand l'usine sera entièrement construite et que les populations auront été contraintes de gagner les bidonvilles, il sera trop tard.

Special courts on accident claims, land grab cases

TNNJul 23, 2012, 05.48AM IST

COIMBATORE: Two specials courts to deal with motor vehicle accident claim cases and land grab cases were inaugurated by Madras high court Chief Justice MY Eqbal on Sunday. Delivering his speech after the inauguration, Eqbal said that lawyers tend to focus on the percentage of compensation in accident claim cases. He advised them to change their attitude. Their prime duty is to get maximum compensation for the victim's family. The kin of accident victims should be protected, he said.

He advised lawyers not to seek adjournments. Insurance firms should not make unnecessary appeals. Insurance firms should settle claims immediately and must not contest in court. Firms should not be rigid when settling compensation, he said. The compensation amount may increase manifold with additional interest if the insurance firm constantly delays making payment to the victim, said Eqbal.

The chief justice pointed out that as many as 3000 motor vehicle accident claim cases are pending in Coimbatore. District courts and sub-courts are presently dealing with the claim cases. «Hereafter, the cases should be transferred to the newly created special court and III and IV additional district courts. These three courts will deal with all claim cases. I hope by the end of this year, there will be no claim cases pending in Coimbatore,» said Eqbal.

State Law Minister CV Shanmugam said that a new government law college is being constructed in Sri Rangam. Coimbatore Bar Association President P Nandhakumar said that the district administration could use the 'Kudiraivandi court land to construct the South Taluk office. «Meanwhile, the district administration should allot South Taluk office land to us. We are seeking some space for parking vehicles,» he said. He also sought a court to deal with rent control cases in Coimbatore.

Agriculture Minister S Damodaran, District Collector M Karunakaran, principal district judge Aathinathan and other judicial officers participated in the function.

http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-07-23/coimbatore/32803030_1_claim-cases-district-courts-rent-control-cases

Now, DMDK MLA held for land grab

TNNJul 19, 2012, 04.25AM IST

CHENNAI: A legislator belonging to actor Vijayakanth's DMDK was arrested by the Tiruvallur police on land-grab charges. This is the first arrest of a member of the DMDK, an erstwhile ally of the ruling AIADMK, after Jayalalithaa returned as chief minister in May 2011. The two parties had contested the assembly elections together.

Police said Tiruttani MLA Arun Subramaniam was picked up from his Tiruvallur residence near here on Wednesday. After formal investigations, he was arrested and a case under IPC section 447 was registered against him. He was later remanded to judicial custody for 15 days, and sent to the Puzhal prison here.

Police said Subramaniam had encroached on 4,004 sqft piece of land in Tiruvallur and blocked a common path used by members of the Irula tribal community. «Irula welfare association president Prabhu submitted a complaint against him to Tiruvallur collector Ashish Chatterjee a few weeks ago,» a senior police officer told TOI.

Vijayakanth condemns MLA's arrest

Subsequently, the collector directed the district municipal commissioner to inquire into the complaint. The municipal commissioner submitted his report,

based on which a case was registered against Arun Subramaniam and he was arrested, the official said.

Reacting to the arrest, DMDK chief Vijayakanth condemned the action against Subramaniam, who is also the party's Tiruvallur west district secretary. «I was shocked by the arrest. He was not holding any important posts in the government to grab the land. Accusation of misuse of power against Subramaniam is false,» Vijayakanth said in a brief statement. «He has been serving the people of his constituency well. This government has been filing land grab cases against their political opponents. This time they are targeting the DMDK. The case has been filed only because of political vendetta,» he added. A group of DMDK cadres staged a protest for a few minutes in front of the Tiruvallur police station where Subramaniam was questioned, condemning the MLA's arrest.

Arun Subramaniam is the first DMDK MLA to be arrested on charges of land grabbing. So far, the crackdown has been mostly on former DMK ministers and senior functionaries. More than 10 former ministers and 40 senior leaders of DMK have been arrested in the 14 months of AIADMK rule. The state police had recently filed an FIR against another DMDK MLA Tamil Azhagan on charges of attacking the police station at Tittagudi in Cuddalore district.

Land grab: Builder, 2 others arrested for confining, threatening woman

The Chatuhshrungi police on Wednesday arrested a builder and two other persons for allegedly confining a 43-year-old woman from Mhalunge village and threatening her to sell the land owned by her family.

Those arrested have been identified as Rajendra Ingawale (34), Gulab Rajaram Ranawade (52) and Nandkishor Nathmal Pallod (54), the builder. All three were later released on bail.

On Wednesday, complainant Kalpana Vilas Dhakule got a call from a person who wanted to meet her for some unspecified reason. Police Inspector Subhash Nikam of Chatuhshrungi police said, «Ingawale and Ranawade came in a car on Baner Road and then called her. They then forced her to get into the car and threatened her to sell the land her family owns at Mhalunge Padale. The complainant, however, managed to escape and later narrated the matter to her husband and other family members. Based on her complaint, we arrested Ingawale and Ranawade in the evening.»

Nikam added, «During interrogation, the duo named Pallod. They told us that he had asked both to 'do anything' to get the land Dhakules owned. We arrested Pallod on Wednesday night. As the sections are bailable, all three were granted bail.»

Senior inspector Ajay Kadam of Chatuhshrungi police station said, «The woman had earlier approached a police station with the complaint of threat and had also met the police commissioner. It is important to note that the woman came forward to register a complaint and that is why we could nab the suspects. Many such cases go unreported by aggrieved persons as they are afraid.»

Police sources said the property is about 5 acres, worth few crores.

Tags: [Rajendra Ingawale](#), [Gulab Rajaram Ranawade](#), [Nandkishor Nathmal Pallod](#), [Kalpana Vilas Dhakule](#)

Reader's Comments | [Post a comment](#)

Karnataka's new minister gets bail in land grab case

Bangalore, July 18 — Karnataka's new minister C.T. Ravi, who is also the Bharatiya Janata Party's (BJP) state unit spokesperson, Wednesday secured anticipatory bail from the high court in a land grab case.

Relief for Ravi came on the eve of the assembly session, his first as minister. He was inducted into the BJP's third ministry in the state in four years last Thursday. The ministry is headed by Jagadish Shettar who has allotted the higher education portfolio to Ravi.

Granting the anticipatory bail to Ravi, his wife, his sister and brother-in-law, Justice V. Jagannathan ordered them to furnish a personal bond of Rs.200,000 each and two sureties for a like sum and not to leave the state or the country without the trial court's permission.

Ravi and his family members are accused of getting civic amenity sites and residential sites, violating the rules in his hometown of Chikmagalur, about 250 km north of Bangalore.

A Chikmagalur resident, Deviprasad has filed the case against Ravi and his family in the Lokayukta (ombudsman) court in Bangalore which exclusively deals with corruption cases.

IANIS

This article was distributed through the NewsCred Smartwire. Original article © IANS / Daily News 2012

Emmaus Pau Lescar

Calendrier des événements

Causerie - Débat autour du feu / Concert engagé... La culture se décline tout au long de l'année à Emmaüs Lescar-Pau

Festival Emmaüs Lescar-Pau

24, 25, 26 juillet 2012

Forum mondial de la pauvreté

Sous la présidence d'honneur de Jean Ziegler

(présence sous réserve d'une mission urgente pour l'ONU) réalisé en partenariat avec Paul Ariès et Le [Sarkophage](#)

Le matin à partir de 10h30 - Entrée gratuite

24 juillet 2012 : «Un seul monde mal développé»

- Florian Rochat, ancien directeur du [CE-TIM](#), Centre Europe Tiers Monde (1987 à 2009), économiste, militant, communiste et altermondialiste
- Gus Massiah, représentant du [CRID](#), Centre de Recherche et d'Information pour le Déve-

loppement au Forum Social Mondial

- Thomas Coutrot, coprésident [d'ATTAC France](#)
- Nicolas Sersiron, vice-président du [CADTM France](#)
- Bernard Duterme, directeur du [CETRI](#) - Centre Tricontinental : centre d'étude, de publication, de documentation et d'éducation permanente sur le développement des rapports Nord-Sud

+ témoignages de 2 à 3 compagnons de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau

25 juillet 2012 : «Dignité des pauvres / richesse des cultures populaires»

+ témoignages de 2 à 3 compagnons de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau

26 juillet 2012 : Construire des alternatives

- Samir Amin, président du [Forum Mondial des Alternatives](#)
- Alberto Accosta, ex-ministre de l'Equateur, père du mouvement Buen Vivir
- Christophe Deltombe, président [d'Emmaüs France](#)
- Jean Ziegler, sociologue, vice-président du comité consultatif du conseil des droits de l'homme à l'[ONU](#)
- Germain, responsable de la Communauté Emmaüs Lescar-Pau
- Paul Ariès, sociologue, directeur du [Sarkophage](#)

+ hommes politiques conviés

Emmaus Pau Lescar

Festival Emmaüs Lescar-Pau

24.25, 26 juillet 2012

Village associatif

Près de 40 associations engagées et militantes seront implantées à l'entrée du Festival Emmaüs Lescar-Pau (accès libre et gratuit). Seront présents :

Le Griyoe kicak Cimade de Pau et environs ; Sid'Avenir et autres Pathologies ; Beafrika République Centrafrique ; Greenpeace France ; Association pour le don de sang bénévole de Pau et Béarn ; Amnesty International groupe Pau-Béarn ; Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement ; Universel ; Confédération paysanne ; Langue Esperanto 64 ; Terre de Liens Aquitaine ; Cercle Bleu ; Centre Europe Tiers Monde / CETIM ; SOS Amitiés Pau ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples Pau ; Comité Gascon de soutien aux faucheurs volontaires ; CulturAmerica ; OIP Baiona ; Frères des Hommes équipe Pau-Béarn ; Association pour la défense des familles et de l'individu victimes de sectes ; Golias / Le Sarkophage ; Transcontinaentale ; CATDM.

Le Village associatif sera animé par du théâtre de rue (gratuit)

à 14h30 : Yélé Kabé, groupe de percussions d'Emmaüs Lescar-Pau

à 15h30 : Joseph K dans «Le grand guichet»

à 19h30 et à 21h00 : La Friture Moderne dans «1969»

à 14h30 : Yélé Kabé, groupe de percussions d'Emmaüs Lescar-Pau

à 15h30 : Joseph K dans «Le grand guichet»

à 19h30 et à 21h00 : La Friture Moderne dans «1969»

à 14h30 : Yélé Kabé, groupe de percussions d'Emmaüs Lescar-Pau

à 15h30 : La compagnie Théâtre du Caniveau dans «Socrate samsuffit»

à 18h et à 19h30 : Le Snob dans «Glisssssssssendo»